



différences

mrap

Mouvement contre le racisme
et pour l'amitié entre les peuples

N°334 // juillet / août / septembre 2025

DOSSIER L'extrême-droite



03 INTERNATIONAL

Libye : 15 ans après
l'intervention occidentale,
c'est toujours le chaos



05 INTERNATIONAL

C'est quoi, la torture
en France ?



7 DOSSIER

L'extrême-droite



23 EXPOSITION

Racisme et
Antisémitisme
en images

SOMMAIRE

3 INTERNATIONAL

Libye : 15 ans après l'intervention occidentale, c'est toujours le chaos

5 NATIONAL

C'est quoi la torture en France ?

6 DOSSIER : L'EXTRÊME DROITE

Extrême droite : de quoi parle-t-on ?

La filiation idéologique de l'extrême droite

Droite et extrême droite : quand les idées fusionnent

De l'impensable au possible : comment le RN s'est inséré dans la société française

De 2002 à 2022, comprendre la présence croissante de l'extrême droite aux scrutins présidentiels

Et en Europe ?

Où en est l'extrême droite ?

Entretien avec Raphaël Liogier

Le Mrap89 : un jeune comité qui lutte au quotidien contre l'extrême droite

Comment le fascisme gagne la France

Dans les âmes et les urnes

La Contre-révolution californienne

L'extrême-droite en France et ailleurs...

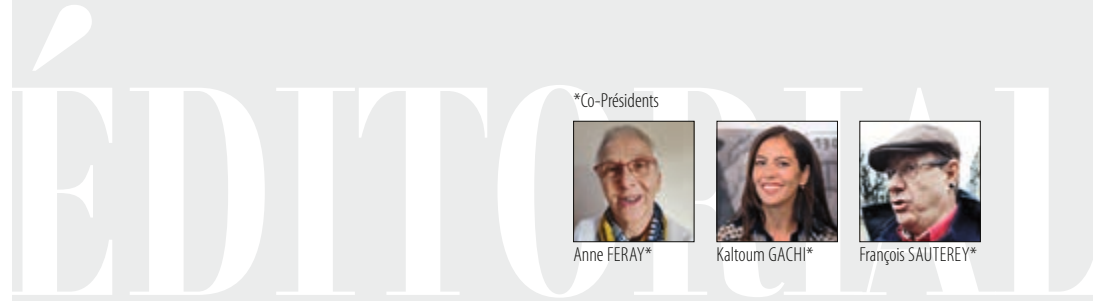
23 ONU

Pendant ce temps à l'ONU...

24 ART ET CULTURE

Exposition « Racisme et antisémitisme en images »

« Différences » / Abonnement annuel : 24 € // 43, bd de Magenta - 75010 PARIS // Tél. : 01 53 38 99 86 - Fax: 01 40 40 90 98 // Directeur de la publication: François Sauterey // Rédaction: Charles Louvard // Assistants de rédaction: Isabel Dos Martires // Trésorière: Martine Matmati // Gestion des abonnements: Isabel Dos Martires // Conception/Impression: Marnat - Tél.: 01 47 40 33 10 // Dépôt légal: Juillet 2007



LA POUSSÉE DE L'EXTRÊME DROITE, INÉLUCTABLE ?

Les succès électoraux de l'extrême droite inquiètent tous ceux et celles qui sont attachés à l'Etat de droit ; d'autant plus que cette droitisantisation des électeurs se vérifie à l'échelle européenne et mondiale.

Le MRAP a choisi d'aborder cette question lors de son assemblée annuelle. *Différences* entend donner des outils pour mieux cerner la réalité.

En premier lieu, répondre au besoin de définir précisément le phénomène, de mieux cerner la nature des projets et discours. En second lieu, au travers des divers travaux et enquêtes de chercheurs, journalistes comprendre ce qui dans la société française favorise cette poussée réactionnaire.

En surfant sur les colères populaires et en prétendant rompre avec le passé du FN, le rassemblement national a réuni des électeurs et électrices plus nombreux mais aussi plus divers. Il importe tout autant de considérer cette diversité que d'identifier ce qui les regroupe.

A cet égard, l'hostilité à l'égard des immigrés, des musulmans, le racisme et la xénophobie

sont bien structurants. Comme l'est l'idée de l'autorité d'un chef dont les décisions supposées traduire la volonté populaire pourraient s'exonérer des exigences du droit, du contrôle d'autorités indépendantes jusqu'à réprimer la vie syndicale, associative, citoyenne.

Résultat d'une absence d'autres forces politiques, de la reprise par la droite des thèmes et des valeurs de l'extrême droite, de la diffusion de ceux-ci par des médias financés par quelques milliardaires, cette dynamique inquiétante n'est pourtant pas irréversible.

Elle exige cependant de démonter le piège de la normalisation du RN et d'en tirer les conséquences.

Le MRAP diffuse un appel à l'unité contre l'extrême droite et ses idées. Il appelle les partis de gauche à des candidatures uniques aux prochaines élections.

Les comités locaux participent avec détermination à combattre le R-Haine sur tous les terrains, mobilisant argumentation, éducation, et voie juridique pour démasquer celles et ceux qui nuisent gravement à la démocratie. ■■

**VOUS SOUHAITEZ AUSSI AGIR
CONTRE LE RACISME
ET LES DISCRIMINATIONS ?**



**ADHÉREZ ET/OU
REJOIGNEZ NOTRE ÉQUIPE
DE BÉNÉVOLES !**

LIBYE : 15 ANS APRÈS L'INTERVENTION OCCIDENTALE, c'est toujours le chaos

L'usage impropre de la responsabilité de protéger n'a apporté ni la paix, ni la démocratie...



Désert en Libye. Photo : Luca Galuzzi, Wikimedia Commons CCbySA 2.5

L'exécution sommaire de Muammar el-Gaddafi le 20 octobre 2011 avait été diffusée sur les chaînes télévisées du monde entier comme le symbole de l'élimination du mal, la promesse d'un futur meilleur.

En réalité, si la résolution 1973 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 17 mars 2011 (notamment grâce à l'abstention de la Chine et de la Russie) a permis à la coalition internationale d'intervenir militairement dans un cadre légal et de mettre un terme à l'expérience de la *Jamahiriya* (Etat des masses), les conséquences pour la Libye et les pays du Sahel sont encore aujourd'hui catastrophiques.

Certes, on ne peut dissocier les événements de cette région de ceux survenus suite aux interventions illégales ou légales en Afghanistan, Irak et Syrie. Bien qu'il soit impossible de déterminer quelle serait la situation à ce jour si la *Jamahiriya* existait toujours, force est de constater que la Libye est divisée en deux parties antagonistes où, de plus, sévissent des groupes armés (parfois mafieux) incontrôlés, alors qu'une

bonne partie des stocks d'armement avait pris la route du Sahel après la débandade de l'armée libyenne, alimentant des groupes rebelles qui par la suite ont partiellement intégré les différents mouvements djihadistes (y compris au sud de la Libye), ce qui impacte naturellement tous les pays alentour.

Une transition inachevée

Même si le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) place la Libye loin devant ses voisins que sont le Soudan, le Tchad et le Niger dans son dernier classement mondial du développement humain, les situations diffèrent entre le nord et le sud, entre l'ouest et l'est. Les revenus du pétrole constituent toujours le 95% du Produit intérieur brut.

L'ONU a été prestement impliquée dans les événements en Libye : en adoptant à l'unanimité la résolution 2009 en septembre 2011, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de créer la Mission d'Appui des Nations Unies en Libye (MANUL), de nature politique, dont le mandat est d'accompagner le Conseil National de

Transition (CNT) dans ses efforts pour rétablir l'ordre et l'état de droit, pour mettre en place un processus de justice transitionnelle, protéger et promouvoir les droits humains et prendre des mesures pour relancer l'économie.

Dans les faits, le processus de justice transitionnelle a souffert d'un manque de confiance de la part de la population car le Conseil Général National (CGN) - première législature élue qui a remplacé le CNT en août 2012 - a décidé de maintenir en place les structures du système judiciaire existant, de même que les cours civiles et criminelles et l'entier corps des lois. Ceci a alimenté les soupçons de corruption permettant la libération des officiers de l'ère Gaddafi, dont bon nombre ont par la suite fait l'objet à leur tour d'exécution sommaire.

En effet, les forces de police étant fortement désorganisées, plusieurs groupes armés faisaient leur loi, assumant les différents rôles de forces de l'ordre, procureurs, juges et geôliers, pratiquant également l'enlèvement, la détention arbitraire et la torture, souvent animés par un sentiment de revanche sur les exactions subies dans le passé.

L'absence de volonté ou l'incapacité des autorités (CNT) à enquêter sur les crimes commis par les bandes armées ont donné aux membres de celles-ci l'impression d'être au-dessus des lois et la possibilité de se présenter comme des héros nationaux. L'amnistie générale décrétée au mois de mai 2012 pour les crimes commis pendant «la révolution du 17 février» a consacré l'impunité.

L'érosion de l'autorité de l'État a encore renforcé les groupes armés dont certains apparaissaient alignés sur des factions politiques spécifiques, et ont pris pour cible le CGN lui-même soulevant des questions quant à sa capacité à fonctionner. Certaines brigades se sont battues pour le contrôle de terminaux pétroliers ou de champs pétrolifères stratégiques, dans le but apparent d'obtenir les revenus permettant de sécuriser ces installations.

C'est dans un contexte de luttes de pouvoir au sein des différentes instances de l'Etat qui se sont succédées qu'en 2014 le Maréchal Haftar a créé sa propre armée avec le

soutien d'une partie de l'armée libyenne, de diverses milices et tribus opposés aux islamistes, y compris les éléments d'Al-Qaïda.

Lutte de pouvoir et contrôle des richesses
Malgré plusieurs tentatives, appuyées par différentes puissances étrangères, pour unifier le pays et organiser un pouvoir central, la division persiste encore aujourd'hui entre le Gouvernement d'Union National (GUN) au nord-ouest (Tripolitaine) et le Gouvernement de Stabilité Nationale (GSN) formé par Haftar en 2022 à Benghazi (Cyrénaïque) qui contrôle la majorité du territoire libyen et notamment la quasi-totalité des puits de pétrole et qui, à ce titre, est devenu incontournable dans les négociations internationales.

De plus, avec la disparition de Gaddafi la dimension tribale a repris une place importante au sein de la société libyenne. Les Warfalla (à l'est), les Ouled Slimane, Fezzana, Zouaya, Abid et Awaghir (à l'est et au sud) soutenant Haftar, les Toubous (au sud) partagés entre les deux camps, les Touaregs (au sud) plutôt liés aux mouvements islamistes et les tribus de l'ouest (aussi quelque peu partagées) exercent leur influence au sein des alliances tribales et politiques, dans la médiation des conflits locaux et la création des institutions nouvelles avec des revendications fédéralistes, réclamant des structures décentralisées.

Si l'ONU a reconnu officiellement le gouvernement établi à Tripoli (tendance Frères musulmans), le dialogue s'approfondit également avec le GSN de Haftar (qui a déjà placé ses trois enfants à des postes clés de son armée et du GSN). Les enjeux économiques et géostratégiques régionaux et internationaux s'ajoutent et alimentent la complexité des relations internes. Ainsi, le soutien politique et militaire offert aux deux principales factions explique en grande partie qu'il n'ait pas été possible encore aujourd'hui d'obtenir la réunification du pays, malgré les efforts de médiation de la MANUL.

Cette situation n'est pas sans conséquences sur l'activité économique principale du pays (l'extraction et l'exportation du pétrole) contrôlée majoritairement par le GSN et la gestion des revenus de cette activité qui est attribuée à la Banque Centrale de Libye (BCL), basée à Tripoli, laquelle peut disposer des fonds uniquement pour payer les

salaires des fonctionnaires et les achats de nourriture et médicaments. Le choix non consensuel d'un nouveau gouverneur de la BCL au mois d'août 2024 avait conduit à la suspension temporaire des transactions des banques internationales avec la BCL.

Les luttes d'influence entre la Ligue des États Arabes et l'Union Africaine, les dissensions entre les pays du Maghreb et l'intervention directe de puissances extérieures – d'une part le Qatar, la Turquie, l'Allemagne et l'Italie soutenant Tripoli et de l'autre la Russie, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis soutenant Haftar – alimentent également la compétition pour le contrôle de l'espace méditerranéen, alors que le sud du pays est une porte d'entrée pour les combattants venant des pays limitrophes, pour le trafic d'armes et d'êtres humains.

L'Union Européenne, tiraillée entre la position de la France (promotrice de la chute de Gaddafi) et celle de l'Italie (ancienne puissance coloniale), concentre ses efforts sur le contrôle des flux migratoires.

Pays de transit : racisme et esclavage

Lors de la guerre civile qui a suivi l'intervention occidentale en 2011, on a dénombré environ 30 000 morts, 400 000 déplacés internes et 650 000 exilés. En même temps, le flux de réfugiés subsahariens, fuyant les terrains de guerre et cherchant à atteindre les rivages de la Méditerranée, s'est intensifié.

C'est ainsi que des milliers de migrants tombent dans les filets de groupes armés et bandes de trafiquants d'esclaves dans le sud qui cherchent à extorquer de l'argent aux familles ou les vendent au nord (ouest ou est), parfois avec la complicité avérée des gardes des centres de détention (légaux ou illégaux) ou des gardes-côtes, où ils sont souvent victimes de détention arbitraire et de travail forcé.

Selon l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), entre mars et avril 2025, près de 870 000 migrants de 44 différentes nationalités se trouvaient en Libye. Elle estime que les gardes côtières libyennes ont intercepté 21 700 migrants en 2024 (17 000 en 2023, 24 600 en 2022). Médecins sans frontières (MSF) et l'Organisation mondiale contre la torture

(OMCT) dénoncent l'usage systématique de la torture dans les centres de détention à l'encontre des migrants subsahariens, souvent victimes également de famine, violences sexuelles et d'isolement prolongé.

Apparemment indifférente aux violations graves et systématiques des droits humains des libyens et des migrants se trouvant sur le sol libyen, l'Union Européenne a dépêché début juillet le Commissaire aux migrations (M. Brunner) qui, accompagné d'officiels d'Italie, Grèce et Malte, a demandé aux autorités de Tripoli de renforcer la lutte contre le flux migratoire.

Suite à une réunion des ministres de l'intérieur français, polonais, autrichien, danois et tchèque, tenue en Allemagne avec le Commissaire Brunner, ce dernier a réaffirmé sa volonté d'approfondir le dialogue avec les autorités de Benghazi qui lui avait refusé l'entrée sur le territoire au début du mois. Le soutien grandissant de Moscou au Maréchal Haftar est sujet de préoccupation à Bruxelles où l'on craint que le rôle de la Russie ne devienne trop important en Libye.

La France, après avoir perdu de son influence dans les pays du Sahel, semble être dépassée par la diplomatie italienne qui, tout en continuant de soutenir le gouvernement de Tripoli, reconnu officiellement par l'ONU, renforce ses relations avec le Maréchal Haftar.

Le cas de la Libye, à son tour, démontre que la démocratie ne tombe pas du ciel, après les bombes. ::

Gianfranco Fattorini
Représentant du MRAP auprès de l'ONU

C'EST QUOI LA TORTURE en France ?

Le Comité des Nations Unies contre la Torture (CAT) regrette le manque d'une définition dans le Code pénal et appelle à une plus grande vigilance face aux abus de pouvoir

Les 16 et 17 avril 2025, la délégation gouvernementale de la France (composée de 34 hauts fonctionnaires de différents ministères) a présenté son rapport périodique (CAT/C/FRA/8) devant le CAT.

On présente ci-dessous plusieurs sujets de préoccupation exprimés par les experts indépendants au terme des six heures de débat (CAT/C/FRA/CO/8). Les membres du Comité se sont étonnés de voir que, malgré les recommandations déjà formulées par le passé, la France persiste à ne pas vouloir définir ce qu'est la torture en droit français ; ce qui en fait une exception parmi les états ayant adhéré à la Convention contre la torture. En outre, le Comité demeure également préoccupé par l'absence dans la législation de disposition claire garantissant que l'interdiction de la torture est absolue et non susceptible de dérogation et par le fait que le crime de torture peut être soumis à la prescription lorsqu'il n'est pas qualifié de crime contre l'humanité.

Au sujet de l'exercice de la compétence universelle pour juger les crimes de torture, le Comité a exprimé sa préoccupation face à l'apparente incohérence quant à l'exécution des mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale en application du Statut de Rome, la France invoquant, de manière sélective, les immunités des représentants d'États non parties au Statut de Rome. Concernant le droit d'asile et le non-refoulement, le Comité s'est dit préoccupé par le fait que migrants et

demandeurs d'asile, y compris des enfants non accompagnés, soient régulièrement renvoyés de force de façon expéditive, sans avoir eu accès à une procédure d'asile accompagnée d'une évaluation individuelle appropriée. Le Comité a également exprimé sa préoccupation face au recours persistant à la détention des demandeurs d'asile, y compris des enfants, dans les zones d'attente aux frontières françaises, dans des conditions matérielles souvent inadaptées à un séjour prolongé.

Abordant la question des conditions de détention, le Comité demeure préoccupé par la persistance de la surpopulation carcérale (131,7 % au 1^{er} mars 2025), notamment dans les maisons d'arrêt et dans les établissements pénitentiaires de Nîmes et de Nouvelle-Calédonie, et les mauvaises conditions matérielles qui prévalent dans de nombreux lieux de privation de liberté, en particulier dans les territoires d'outre-mer.

Par ailleurs, le Comité est préoccupé par l'usage excessif de la force, y compris de la force létale, par les forces de police et de gendarmerie ainsi que par les forces armées qui ont été déployées en Nouvelle-Calédonie en mai 2024. Il juge également préoccupantes les informations faisant état d'un grand nombre de détentions arbitraires et de cas de mauvais traitements de manifestants calédoniens. Le Comité a dit aussi sa préoccupation par rapport à l'usage excessif de la force et de mauvais traitements, y compris de violences physiques et verbales, infligés par les forces de l'ordre en France métropolitaine.



La salle de réunion

Il s'inquiète de ce que ces cas toucheraient de façon disproportionnée les membres de certains groupes ethniques ou religieux minoritaires, en particulier les personnes d'ascendance africaine ou d'origine arabe ou de religion musulmane, les peuples autochtones et les non-ressortissants.

Le Comité s'est dit également préoccupé par le nombre élevé et croissant de crimes de haine motivés par des préjugés racistes, islamophobes, antisémites, xénophobes ou homophobes et par le nombre relativement faible d'entre eux qui ont donné lieu à des poursuites et des condamnations. Il s'inquiète également de la hausse du nombre d'agressions violentes enregistrées contre des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile et prend note avec préoccupation de la multiplication des propos anti-immigrés tenus par des personnalités politiques et qui s'apparentent à du racisme ou de la xénophobie. En outre, il regrette l'absence d'informations sur les effets des politiques et des mesures de sensibilisation et leur efficacité s'agissant de faire diminuer le nombre de discours et de crimes de haine, ainsi que l'insuffisance des données collectées à ce sujet.

Enfin, le Comité a exprimé sa préoccupation en relation avec la lenteur des enquêtes concernant les accusations d'exploitation et d'abus sexuels qui auraient été commis en 2013 et 2014 par des militaires français déployés en République centrafricaine sur des enfants et regrette qu'il n'ait pas reçu suffisamment d'informations sur l'issue des procédures engagées en 2016.

Au terme de l'examen, les membres du CAT ont formulé une série de recommandations que l'État français est censé mettre en œuvre ! ::

Gianfranco Fattorini
Représentant du MRAP auprès de l'ONU

EXTRÊME DROITE : DE QUOI PARLE-T-ON ?

Voilà bien un des mots politiques les plus employés. Il donne lieu à de très nombreuses études, réflexions et tentatives de définition. Mettons-nous bien d'accord : aucune n'est « objective » ni définitive. Comme toujours en politique, ce ne sont que des analyses, des interprétations.

Mais cela n'autorise pas à employer les mots n'importe comment. Je propose ici de faire le point sur le contour actuel de ce qu'on désigne par extrême droite, ainsi que de quelques autres notions connexes.

J'assume à l'avance la part de subjectivité de ces réflexions, mais j'espère pouvoir aider chacun à limiter le flou qui règne trop souvent dans le discours politique.

A l'extérieur de la démocratie

Dans le langage traditionnel, la droite exprime le versant conservateur ou réactionnaire du spectre politique. Qu'a donc l'extrême droite de plus qui la rend « extrême » ? Dans les régimes dits démocratiques, le débat entre progressisme et réaction se déroule dans un cadre institutionnel dit républicain, qui comprend des concepts comme l'Etat de droit, la liberté d'opinion et d'expression, le choix des dirigeants par des élections libres, une société civile où les citoyens ont le droit de s'organiser et d'agir. L'Etat de droit est particulièrement fondamental : en séparant strictement les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Ce cadre permet un certain contrôle d'un « Pouvoir » absolu.

Nous le savons ; à des degrés divers, environ les 3/4 de l'humanité vivent sous des régimes qui ne respectent pas ces principes. Ils ont des formes diverses, mais on les qualifie très globalement « d'extrême droite ». Il semble naturel d'appliquer la même qualification aux mouvements qui, dans les démocraties,

développent des thèses qui font penser qu'au pouvoir, ils détruiraient également les fondements de cette démocratie.

C'est à ce titre qu'ils sont « extrêmes » et qu'on les distingue des partis qui développent « simplement » des politiques réactionnaires. On les distingue, et même on les bannit électoralement par le fameux « barrage républicain », pratiqué face au RN depuis 2002. Mais ce barrage pourrait être en voie d'usure. D'une part parce que le RN a depuis des années une politique méthodique pour camoufler son extériorité à la démocratie, par une inclusion dans le système étatique, comme avec la « politique de la cravate ». D'autre part parce qu'une partie des citoyens, exaspérés par les imperfections de la démocratie actuelle et par le rejet des politiques suivies, ne perçoivent plus (ou même contestent) la nature radicalement différente de l'extrême droite. La dédramatisation se compose de deux versants.

Une mouvance ultra

Cette volonté d'inclusion électorale du RN n'est pas partagée par tout le monde à l'extrême droite. Il existe en France, de façon permanente, une mouvance qui aspire à un affrontement direct et violent avec les forces démocratiques, y compris l'Etat. Elle avait trouvé un terreau idéal avec la guerre d'Algérie (l'OAS), et avait encore prospéré dans les années 70 (le GUD). Jean-Marie Le Pen avait parfaitement su s'appuyer sur ce courant et en faire une composante du FN. Le RN, surtout au niveau de ses cadres locaux, a du mal à se défaire de cet héritage radical, comme on l'a vu

aux dernières législatives avec les tristes « brebis galeuses ». Mais le RN a aussi libéré un champ pour ce qu'on appelle maintenant l'ultra droite. Eric Zemmour a tenté de lui donner (avec un succès limité) une expression politique.

Mais pour l'essentiel, ce courant se retrouve actuellement dans des groupuscules, un moment plus ou moins rattachés à Génération Identitaire. Suite à la dissolution de cette organisation en 2021, on a vu la création de petits groupes à vocation locale comme le Bastion Social, la Division Martel, le Rempart, Argos et bien d'autres (avec de nouvelles dissolutions à la clé en 2023).

Bande de Fachos !

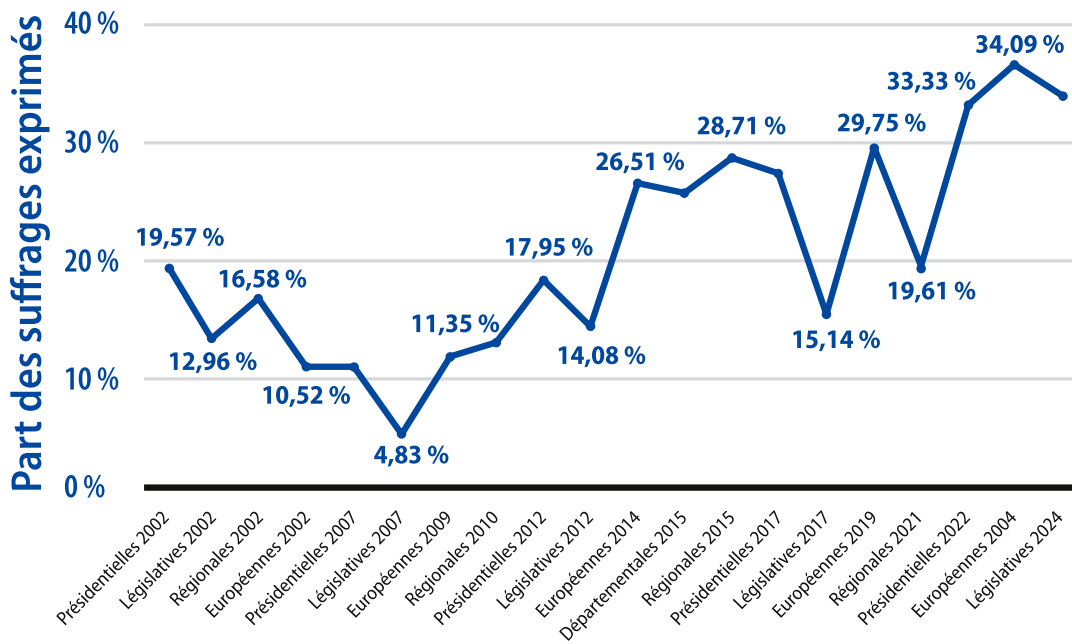
A la suite de la deuxième guerre mondiale, le fascisme est devenu, à juste titre, la forme de pratique politique et de régime la plus honnie. Ce système politique a été l'objet de nombreuses analyses et tentatives de définitions, aucune, encore une fois, ne pouvant prétendre être définitive.

L'objet ici n'est pas de trancher ou d'en ajouter une. Au minimum, on peut dire qu'il comprend une forme d'Etat dictatorial et totalitaire, que cet Etat se confond avec un parti unique et qu'une violence milicienne (SA, Chemises Noires, Phalanges...) fait régner la terreur sur la société. En réalité, je pense que le mot, supposé soulever l'indignation et un rejet maximum, est utilisé dans la mouvance militante très largement et sans rigueur, pour qualifier des personnes ou des courants que l'on souhaite stigmatiser, dans l'espoir, souvent vain, que le mot poussera à la mobilisation. Dans le paysage français actuel, une réelle référence fasciste ne doit guère se trouver dans les milieux de l'ultra droite, de façon assez marginale. C'est encore plus vrai pour la référence au nazisme.

A la recherche du bon mot

La qualification d'extrême droite, perçue comme imprécise, est actuellement concurrencée, au plan national et international, par des mots dont la définition n'est pas plus scientifiquement définie que les autres, mais qui apportent des nuances qu'on doit comprendre. Le populisme plonge ses racines dans l'histoire. Il est même considéré comme l'héritier

ÉVOLUTION DU SCORE DE L'EXTRÊME DROITE AUX PRINCIPALES ÉLECTIONS SUR LA PÉRIODE ALLANT DE 2007 À 2024



Sources : <https://fr.statista.com/statistiques/1276591/rassemblement-national-national-score-principales-elections/>

du bonapartisme, voire du césarisme ! À juste titre, puisqu'il consiste à opposer le « peuple » au contrôle que l'État de droit, sa constitution et ses lois imposent à un pouvoir exécutif tout puissant.

L'instance judiciaire est particulièrement haïe, mais aussi la délégation de pouvoir des élus législatifs et les structures administratives (les « bureaucrates »). Le peuple serait opprimé par ces « élites », l'*establishment* en anglais. On reconnaît un thème fondamental du trumpisme, mais aussi de tous les régimes ou candidats dits populistes. Lorsqu'on jette le discrédit sur les corps intermédiaires, où se trouve le pouvoir soit disant direct du « peuple » ? Historiquement, il se concentre de fait sur un « leader », empereur, führer, duc ou autre caudillo. Ce thème de la révolte du peuple contre les élites n'est pas seulement un support démagogique et électoral pour l'extrême droite. Il est effectivement mis en œuvre, méthodiquement, par un grand nombre de régimes dans le monde. Ces régimes sont également souvent qualifiés d'illibéraux. Ce mot nouveau fait allusion au libéralisme politique (à ne pas confondre avec le libéralisme économique). Depuis le 19^e siècle, il qualifie la référence aux libertés démocratiques évoquées plus haut. Ces régimes illibéraux (comme la Hongrie ou la Turquie) ne reposent pas, comme d'autres dictatures, sur des coups d'État

militaires, ni sur une terreur milicienne, mais ils conservent certaines formes apparentes de la démocratie, en particulier des échéances électorales formellement respectées mais entravées par la paralysie imposée aux forces d'opposition. L'indépendance du pouvoir judiciaire est particulièrement rognée et la vie civique, sans être formellement interdite, est limitée par diverses répressions du monde

associatif, syndical et politique.

Cette forme de régime autoritaire pourrait bien être, en fait, le véritable horizon de l'extrême droite française actuelle. Les références du RN à Trump, Orban et Meloni le font penser. ■■

Jean-François Quantin
Membre du Bureau national

RACISME, TOUJOURS

Le racisme est une base constante de toute extrême droite, depuis le 19^e siècle, dans le paysage national ou international, quelles que soient ses variantes selon les moments historiques ou les pays. On connaît les monstruosités auxquelles il a donné lieu. Il est largement documenté dans l'histoire du FN et persiste dans la sociologie et le personnel du RN. C'est chez les électeurs et certains cadres de ce parti qu'on retrouve les vestiges du racisme biologique traditionnel, le suprématisme blanc (encore très affiché et vigoureux aux USA). Mais il prospère surtout sous d'autres formes. Le racisme culturel cultive l'incompatibilité des cultures et des religions, la peur identitaire. Enfin et surtout la principale incarnation de « l'autre » est devenue l'immigré, celui qui est extérieur à la « nation » (on disait autrefois le métèque). Le rejet du migrant est le mantra de tous les mouvements et régimes d'extrême droite en Europe. La haine de l'immigration est un axe obsessionnel de Trump (des hispaniques, pourtant d'origine européenne). Cette question impose d'étendre la notion de racisme à celle de xénophobie. Et d'ailleurs, globalement, à celle de « d'altérophobie », la haine de celui qui porte une différence. Pensons à la rage homophobe, des USA à la Russie.

LA FILIATION IDÉOLOGIQUE de L'EXTRÊME DROITE

L'extrême droite n'est pas unifiée avec ses milices violentes et ses partis politiques parlementaires mais elle se retrouve autour de son idéologie raciste et nationaliste.

C'est la III^e République qui érige l'idée de nation en idéal avec la volonté de récupérer l'Alsace et la Lorraine. En réaction à cet idéal républicain national, les nationalistes développent une conception biologique de la nationalité française.

Par la suite, parmi des grandes figures nationalistes d'extrême droite, figure Charles Maurras, partisan d'un antisémitisme d'État. Le Front National en est l'héritier. Il est issu en 1972 d'un mouvement violent, l'Ordre Nouveau mais le FN souhaite conquérir le pouvoir de manière démocratique. C'est le FN qui permettra à l'extrême droite d'émerger politiquement : 0,62 % aux élections présidentielles de 1974, 11% aux élections européennes de 1984, un groupe parlementaire de 35 députés aux élections législatives de 1986... 29,5 % aux législatives de 2024 et 41,45 % aux présidentielles de 2022.

Jean-Marie Le Pen devient le président du FN. C'est un ancien député poujadiste, ancien parachutiste en Indochine et en Algérie, ancien directeur de campagne présidentielle de Jean-Louis Tixier-Vignancourt. Ses liens et ceux du FN avec le nazisme sont nombreux : Jean-Marie Le Pen est condamné en 1971 pour apologie de crimes de guerre pour avoir édité dans sa maison de disques des musiques nazies. Au FN ont adhéré : François Brignaud, membre de la milice de Vichy, François Duprat, qui a introduit le premier en France des ouvrages négationnistes, Marc Fredericksen, néo-nazi, René Bousquet, ancien Waffen SS, Roger Holeindre et Pierre Sergeant, anciens dirigeants de l'OAS, Bruno Gollnisch, venant d'Occident et d'Ordre Nouveau. Pour avoir un impact sur le grand public, le FN crée de multiples organisations : Confédération des syndicats libres, Fédération professionnelle indépendante de la police, Club Renaissance...

Jean-Marie Le Pen se définit comme le réconciliateur des Français et ce patriotisme permet de disqualifier les autres partis car ils ne défendent pas la nation. Il souhaite mettre en résonance les difficultés des français avec celle de la nation. Le FN est alors dans une tradition antisémite et sa conception de l'élite en opposition avec les français, permet d'identifier l'élite aux Juifs qui spolient les Français.

L'antisémitisme étant passé de mode¹, Marine Le Pen reprend cette idée du « eux et nous », mais en donnant une conception beaucoup plus floue de l'élite et en s'opposant comme précédemment pour le FN à toutes les mesures sociales. Le RN a notamment voté contre l'augmentation du SMIC à 1 500 € et contre le rétablissement de l'impôt sur la fortune. Le FN défendait la liberté totale de licenciement, la semaine de travail à 45 h, la suppression de la retraite à 60 ans, de la cinquième semaine de congés payés, le démantèlement de la sécurité sociale, la suppression de l'impôt sur le revenu et sur celui des sociétés compensée par l'augmentation de la TVA, le démantèlement des offices HLM... La politique gouvernementale permet au RN de ne pas afficher ses ambitions pour un ultralibéralisme et un État autoritaire.

Le RN, comme le FN, a comme constance son discours xénophobe et de préférence nationale. Il présente l'immigration comme responsable des difficultés éprouvées par le pays tout entier (voir le débat autour de

l'aide médicale d'État) mettant en cause l'identité nationale, ils assimilent délinquants et immigrés dans leur discours sécuritaire et souhaite l'expulsion des étrangers.

Les arguments avancés sont le plus souvent mensongers, les chiffres surévalués : ainsi alors que la France comptait 4,2 millions d'immigrés, J-M Le Pen déclarait en 1986 : « *La patrie n'est pas un bordel pour 6 millions d'immigrés* ». J-C Bardet déclarait lors d'un colloque du FN le 16 novembre 1991 : « *L'immigration met en cause l'identité culturelle de la nation française* ». J-M Le Pen développe l'idée du grand remplacement en 2018 du fait des naissances en France de parents étrangers et de l'immigration clandestine. Elle s'appuie sur une peur de la globalisation économique, de la globalisation culturelle, d'une société cosmopolite avec le recul des pratiques religieuses catholiques. Marine Le Pen, si elle a intégré l'évolution des mentalités, notamment en ce qui concerne la peine de mort, le droit à l'avortement ou la sécularisation de la société, a revisité les discours républicains au travers de la laïcité, conçue comme une arme contre l'immigration musulmane ou de l'antisionisme assimilé à de l'antisémitisme.

Le RN peut être considéré comme héritier du fascisme si l'on retient la définition minimale de fascisme proposé par Ugo Paletta² : « un mouvement de masse qui prétend œuvrer à la régénération d'une communauté imaginaire considérée comme organique (nation, race ou civilisation) et dont on craint la disparition : une régénération qui doit passer par la purification ethno-raciale, par l'anéantissement de toute forme de conflit

social et de toute contestation »...

Les villes de Perpignan et de Béziers sont des laboratoires politiques pour le RN et l'extrême droite avec trois objectifs : « sécurité » conçue comme contrôle de la population, racisme et nationalisme, avec une valorisation de l'identité catholique. ■■

Béatrice Rougy
MRAP Montpellier



¹ Article de Dominique Vidal « *Combattre les racismes et leur manipulation* », 2005, Revue internationale et stratégique.

² Ugo Paletta « *Comment le fascisme gagne la France* », éd. La Découverte, 2025.

DROITE ET extrême droite : QUAND LES IDÉES FUSIONNENT

Sur des questions comme la sécurité, l'immigration ou l'identité, on peut s'interroger sur ce qui distingue la droite dite « républicaine » et l'extrême droite incarnée par le Rassemblement national. La « fusion » idéologique est-elle achevée ? Comment comprendre le processus historique de rapprochement ? Comment se positionne le premier ministre Michel Barnier ? Une analyse de Florence Haegel.

Un article de Florence Haegel publié le 3/11/2024 par « *The conversation* ».



Manifestation à Saint Brévin.

Sur des questions comme la sécurité, l'immigration ou l'identité, on peut s'interroger sur ce qui distingue la droite dite « républicaine » et l'extrême droite incarnée par le Rassemblement national. La « fusion » idéologique est-elle achevée ? Comment comprendre le processus historique de rapprochement ? Comment se positionne le premier ministre Michel Barnier ? Une analyse de Florence Haegel, pour notre partenaire The Conversation.

Depuis quelques mois, Les Républicains (LR) se sont rapprochés du Rassemblement national (RN) : pour les uns en faisant alliance avec lui ; pour les autres en acceptant son soutien parlementaire ; pour beaucoup en reprenant ses discours et ses propositions. Principal acteur de ce rapprochement, Éric Ciotti, alors président de LR, dévoilait et justifiait sa décision de faire alliance avec le RN aux élections législatives anticipées de juin 2024 par ce simple constat : « nous disons la même chose ».

Son choix n'a pas entraîné une hémorragie au sein de LR, même si un groupe « ciottiste » a pu se constituer avec 16 députés, pour plus de la moitié originaire

du Sud-Est. Mais la plupart de ses anciens compagnons, prompts à condamner sa trahison, disent, eux aussi, souvent la même chose que le RN : 170 des 177 parlementaires LR ont apporté leur soutien à Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur, qui remettait en cause le caractère intangible de l'État de droit à propos du traitement de l'immigration.

Dans l'histoire de la V^e République, la distance prise par la droite vis-à-vis de l'extrême droite a varié mais la frontière entre les deux camps n'a jamais été totalement étanche, elle laissait circuler des idées et quelques personnalités même si jusqu'à présent aucune stratégie d'alliance ou de soutien n'avait été adoptée.

1976-2002 : La circulation des hommes et des idées

L'histoire débute dans les années 70. Le Front national (FN), l'ancien RN, est créé, en 1972, à partir du mouvement nationaliste d'extrême droite, et de l'organisation Ordre Nouveau, successeur d'Occident interdit en 1968. Quelques années plus tard, les droites se structurent autour d'une composante post-gaulliste incarnée par Jacques Chirac et le Rassemblement pour la République (RPR) créé en 1976 et des

composantes libérales et démocrates-chrétiennes fédérées au sein de l'Union de la Démocratie française (UDF) en 1978.

À l'examen de cette longue période, on ne peut ériger une statue à Jacques Chirac en qualité de gardien du cordon sanitaire contre l'extrême droite comme on a eu tendance à le faire, après 2002, au motif qu'il avait incarné la défense républicaine face à Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Mais il serait tout aussi faux d'accuser un RPR, parti bonapartiste attaché à l'autorité du chef, d'être plus complaisant avec l'extrême droite qu'une UDF, orléaniste et plus libérale. En réalité, durant cette longue période, la circulation entre droites (RPR et UDF) et extrêmes droites n'est pas exceptionnelle.

L'entrée dans le post-gaullisme floute les frontières générées par l'opposition d'une partie de la droite à l'indépendance de l'Algérie. Du milieu des années 70 au début des années 80 (avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981), toute une génération, engagée par anticommunisme et défense de l'Algérie française à l'extrême droite (en particulier, à Occident puis Ordre Nouveau) ou, dans une optique plus conservatrice, au Centre Nationale des Indépendants et Paysans (CNIP) se recycle dans différentes organisations. Elle rejoint le FN bien sûr mais aussi le Parti Républicain, composante de l'UDF, (Gérard Longuet, Alain Madelin, Jean-Yves Le Gallou, père de la notion de préférence nationale, Henri Novelli, etc.) et le RPR (Yvan Blot, Henri de Lesquen, Patrick Devédjan, William Abitbol, proche de Charles

DROITE ET EXTRÊME DROITE : QUAND LES IDÉES FUSIONNENT

Suite et fin de la page 9

Pasqua, Pierre-Marie Guastavino, etc.) ; le Club de l'Horloge, créé en 1974 ou le Figaro Magazine, créé en 1978, constituant des espaces d'échanges et de circulation.

Le chiraquisme a, selon les conjonctures, mis sa distance ou repris les thèmes du FN. Aux élections législatives de 1993, par exemple, le programme du RPR, en matière d'immigration, affirmait que le seuil de tolérance était depuis longtemps franchi, stigmatisait la polygamie et annonçait qu'il faudrait reconsidérer certains aspects de notre système de solidarité sociale et réformer le code de la nationalité. Mais aux régionales de 1998, quand des présidents de régions (Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon, Picardie et Bourgogne) ont été élus avec les voix du FN, cela concernait l'UDF et non le RPR.

2002-2024 : la dialectique rapprochement/déclin

La création de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP)[3] ouvre une nouvelle période qui commence par ce que l'on peut rétrospectivement considérer comme une parenthèse. L'UMP naît après le 21 avril et la qualification de Jean-Marie Le Pen au 2e tour de l'élection présidentielle. Il est dirigé par Alain Juppé (son directeur général est Edouard Philippe).

L'UMP accueille, à sa fondation, un certain nombre de personnalités appartenant au mouvement de la droite souverainiste dont certains la quitteront d'ailleurs assez rapidement, à l'instar de Nicolas Dupont Aignan qui en 2017 conclura un « accord de gouvernement » avec Marine Le Pen. Mais le parti se présente comme un « grand parti européen » et marque sa distance vis-à-vis du FN.

À partir de novembre 2004 et l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence du parti puis en 2007 de la République, l'objectif affiché est de récupérer les électeurs partis au FN. Cette période de cooptation des thèmes de l'extrême droite sur les questions d'identité nationale, d'immigration est bien connue. Elle se déroule en deux étapes : lors de la campagne présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy promeut le thème de l'identité nationale,

de l'ordre, en particulier à l'école, mais se déclare aussi favorable à des formes de discrimination positive. Face aux mauvais scores aux élections régionales de 2010, il se radicalise.

Au même moment, se crée au sein de l'UMP un sous-groupe parlementaire d'une trentaine de députés, la Droite populaire, dont les chefs de file, sont Thierry Mariani, député du Vaucluse, rallié au RN en 2019, et Lionnel Luca, député des Alpes-Maritimes. Ces députés – dont beaucoup ont été marqués par la guerre d'Algérie – promeuvent les thèmes de prédilection du FN (restriction des droits des immigrés, contrôle de la justice, défense de la police, lutte contre la « théorie du genre », réaffirmation de la symbolique nationale et catholique et célébration de la mémoire anti-communiste et colonial).

La science politique a étudié la manière dont la droite européenne a réagi à la percée de l'extrême droite. Elle a établi le processus de contagion de ses idées sur les partis les plus proches (mais pas seulement, la gauche n'y échappe pas complètement) et les effets de légitimation qu'il engendrait : en reprenant les thèmes de l'extrême droite, la droite les rend légitimes mais entretient aussi sur le long terme la

montée de celle-ci. Dans le cas français, le succès du siphonnage des voix du FN par Sarkozy à l'élection présidentielle est toujours pris comme référence mais il a été de courte durée. Le FN perd un million de voix entre les élections présidentielles de 2002 (4, 8 millions) et 2007 (3, 8) mais dès 2012, le rebond se manifeste (6,4) et la montée se confirme en 2017 (7,6) et 2022 (8,1).

Après 2012, l'UMP devenu LR s'effondre progressivement en termes de sympathisants (de 2013 à 2021, elle en perd les deux tiers[4]), d'adhérents, d'électeurs et de députés et donc de dotation financière. À partir de 2017, sa situation s'aggrave puisqu'il se trouve en concurrence avec le macronisme qui siphonne à son tour ses électeurs et ses dirigeants de centre droit, ceux qui restent sont les plus à droite et sont de plus en plus nombreux à penser comme le RN sur les sujets de société liés à l'immigration, l'ordre et l'autorité. Aujourd'hui, le gouvernement Barnier reprend largement l'agenda du RN sur ces questions mais le rapport de force s'est inversé : LR se trouve dominé numériquement et semble avoir abandonné le projet d'incarner une alternative à l'extrême droite. ::

Florence Haegel
Professeure de sciences politiques (Centre d'études européennes), Sciences Po

THE CONVERSATION

Lancé en 2015, *The Conversation France* est un média généraliste en ligne qui fédère, sous la forme d'une association à but non lucratif, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche francophones. Issu d'une étroite collaboration entre journalistes, universitaires et chercheurs, il propose d'éclairer le débat public grâce à des analyses indépendantes sur des sujets d'actualité. Notre objectif est d'offrir à un large public une autre forme de journalisme, un contenu éditorial de qualité, fondé sur l'analyse et la mise en perspective.

Chaque jour, sur son site internet et à travers ses newsletters gratuites, *The Conversation France* propose des articles d'analyse de l'actualité, écrits par des universitaires et des chercheurs. Ces articles couvrent tous les domaines d'information (culture, économie, éducation, environnement, international, politique et société, santé, science) et sont rédigés dans la perspective de s'adresser au plus grand nombre. Les universitaires et les chercheurs sont accompagnés pour cela par les journalistes de *The Conversation* qui les aident à trouver la meilleure approche possible, et les conseillent durant tout le processus d'écriture, afin que leurs articles puissent toucher le plus grand nombre.

DE L'IMPENSABLE AU POSSIBLE : comment le RN s'est inséré dans la société française

La marche contre l'antisémitisme le 12 novembre 2023 à Paris a, pour la journaliste politique du Monde, Solenn Royer marqué « un avant et un après » pour le parti lepéniste. Comme le note le quotidien national, « en nombre, les élus du parti de Marine Le Pen, même isolés et sous tension, ont pu défiler jusqu'au bout » aux côtés de toutes celles et ceux qui ont voulu montrer leur rejet de l'antisémitisme en France.

Article publié le 13 novembre 2023 dans « *The conversation* ».



Photo : Pemberlaid, via Wikimedia Commons, CC BY-SA 4.0

La marche contre l'antisémitisme le 12 novembre 2023 à Paris a, pour la journaliste politique du Monde, Solenn Royer marqué « un avant et un après » pour le parti lepéniste.

Comme le note le quotidien national, « en nombre, les élus du parti de Marine Le Pen, même isolés et sous tension, ont pu défiler jusqu'au bout » aux côtés de toutes celles et ceux qui ont voulu montrer leur rejet de l'antisémitisme en France.

Cette marche vient à l'appui d'un constat de plus en plus probant : le Rassemblement national occupe désormais une place plus favorable que par le passé dans le paysage politique français. En 2022, en accédant pour la deuxième fois consécutive au second tour de l'élection présidentielle, Marine Le Pen n'avait pas suscité autant la surprise que son père en 2002. Pour la seconde fois dans l'histoire de la V^e République, des députés de ce parti ont aussi fait leur entrée au Palais Bourbon, et cette fois,

avec 89 sièges, ils forment le deuxième plus grand groupe de l'Assemblée nationale. Le parti lepéniste est ainsi depuis fréquemment présenté comme étant aux portes du pouvoir. Comment expliquer ces succès contemporains ? Ce parti créé en 1972, qui change de nom pour devenir en 2018 le Rassemblement national, a-t-il réussi sa mue ?

Notre ouvrage collectif récent, *Sociologie politique du Rassemblement national : enquêtes de terrain*, publié ce mois-ci aux Presses Universitaires du Septentrion, s'empare de cette trajectoire de « normalisation » en se penchant sur les deux premiers mandats de la présidence de Marine Le Pen au sein du parti (2011-2018). Sur la période, le FN-RN est parvenu à s'inscrire encore davantage dans l'espace politique, à fidéliser du personnel, à augmenter ses scores électoraux locaux (départementaux, régionaux) et nationaux (scrutins présidentiels, européens) principalement durant des scrutins de liste. La prise du pouvoir par le RN semble alors être passée de l'ordre de l'impensable à celui du possible. Comment le parti d'extrême droite s'est-il inséré progressivement dans certains pans de la société française ?

Saisir l'implantation du RN dans sa diversité

Les résultats des élections (municipales, législatives, européennes) attestent de la consolidation électorale du principal parti d'extrême droite française, depuis les années 2010. La sociologie du vote a montré qu'il est difficile de parler d'un électorat homogène et qu'il est plus juste de souligner qu'il existe une pluralité d'électorats rassemblés dans « un conglomerat ».

Les territoires d'implantation du RN sont donc divers, et le sont d'ailleurs encore davantage dans la période récente, comme le montre la comparaison des résultats des élections législatives de 2017 à ceux de 2022. Ces implantations répondent à des logiques locales spécifiques qu'il s'agit d'élucider : les mobilisations électorales du RN ne prennent pas la même forme que l'on se trouve dans le Sud-Est ou dans le Nord-Est, dans des terres « d'élection » ou des terres « de mission » du parti, en contexte urbain ou rural, etc. La pluralité des implantations invite aux études localisées pour comprendre les forces, mais aussi

DE L'IMPENSABLE AU POSSIBLE : COMMENT LE RN s'est inséré

Suite et fin de la page 11

les faiblesses, du parti dans chaque configuration locale. Les succès du RN doivent aussi se comprendre dans la durée. Les soutiens électoraux dont il bénéficie reposent sur des « déjà-là » socioculturels endormis, qui sont stimulés et réactivés en périodes d'élections. Les études de cas présentes dans le livre montrent en effet comment le parti est capable d'entretenir des soutiens insérés dans le tissu social local, dont dépendent ses victoires dans les territoires.

Le RN, de haut en bas

De quoi parle-t-on lorsqu'on évoque « le Rassemblement national » ? Ce parti est le plus souvent appréhendé dans les médias comme un bloc monolithique, réduit aux prises de parole de Marine Le Pen ou plus récemment de Jordan Bardella. Or, y compris au sommet du parti, les instances dirigeantes ne se résument pas aux porte-parole les plus connus. Par le biais de la sociographie, on peut alors saisir avec précision comment se structure le « haut » de l'organisation partisane afin de comprendre les logiques de gestion interne du parti, notamment celle de l'argent et du pouvoir, dont la presse a montré les défaillances, pour l'organisation des campagnes ou pour l'utilisation des fonds publics pour l'embauche d'assistants.

Qui le RN recrute-t-il sur des listes, dans son entourage, ou encore dans ses instances dirigeantes ? S'interroger sur les modes de recrutement des cadres du parti permet également de comprendre son ajustement aux logiques du champ politique ou journalistique. Cela est d'autant plus nécessaire au regard de la stratégie dite de « dédramatisation » du RN, mais aussi plus largement dans un contexte de crise de légitimité de la forme « parti politique ».

Comprendre l'organisation du RN implique enfin d'étudier les différents échelons du parti, de « haut en bas » pour ainsi dire : des instances dirigeantes aux « simples



Photo : Jeanne Menjoulet, via Wikimedia Commons, CC BY 2.0

militants », en passant par les cadres des Fédérations, les collectifs formant les sections locales, etc. Cette analyse à différents niveaux permet de constater qu'il n'existe pas « un » profil militant unique au RN, mais une pluralité de trajectoires amenant des individus à intégrer l'organisation lepéniste et à s'y professionnaliser plus ou moins, selon les profils et les configurations locales.

Un « nouveau » RN ?

La question du recrutement partisan pose enfin celle de l'« ouverture » du RN à de nouveaux profils. Différents chapitres du livre collectif étudient ainsi des groupes militants, des électeurs ou des dirigeants que l'on pourrait penser « atypiques ». Pour casser son image de parti d'extrême droite, l'organisation lepéniste cherche depuis longtemps à se présenter comme un parti « moderne », sensible par exemple à la question des droits des femmes. Mais aussi des minorités sexuelles. Il s'agit dès lors de se montrer ouvert à des engagements d'apparence « atypique », allant dans le sens de son narratif.

Le phénomène n'est pas nouveau : dans cette vidéo de campagne de 1995, Jean-Marie Le Pen se met en scène répondant aux questions de quatre militantes FN, dont la martiniquaise Huguette Fatna et Maria Tabary (« immigrée portugaise [...] devenue française »), alimentant une rhétorique visant à battre en brèche les accusations de xénophobie et racisme. Dans une logique similaire, le dialogue avec la cadre du FN/RN Sylvie Goddyn permet au président du FN d'aborder la question de l'écologie et du bien-être animal.

L'ouverture à de nouvelles thématiques et à de « nouvelles têtes » fait donc partie intégrante de la stratégie du parti, et ce de longue date. Par ailleurs, la sociologie de ces nouveaux profils permet de reconstituer finement les logiques et la cohérence de leur adhésion au RN, au-delà du seul constat de leur atypicité. La sociologie refuse de réduire les individus à un seul trait distinctif et montre, derrière le vernis et la façade partisane, le poids des socialisations qui expliquent le passage (bref ou plus prolongé) au RN. Enfin, ces militantismes plus inhabituels ne doivent pas faire oublier que ce parti rallie aussi à ses rangs des profils plus classiques de l'extrême droite, comme les catholiques traditionalistes ou des membres de la mouvance identitaire.

Le RN est-il un parti « comme les autres » ?

L'extrême droite est encore un sujet « chaud » politiquement et médiatique, parfois perçu comme fascinant et exotique. Il est ainsi souvent traité de façon exceptionnelle, comme intrinsèquement différent des autres partis politiques. Même si cette organisation partisane a bien sûr ses spécificités, nous pensons que celles-ci doivent être étudiées avec les mêmes outils, empiriques et analytiques, que ceux employés pour étudier les autres formations partisans. Pour comprendre la normalisation en cours du RN, il faut certainement normaliser son étude sociologique.

Face à la profusion de sondages et d'essais sans base empirique sur ce parti, il devient dès lors urgent de multiplier (et de mutualiser) les enquêtes proprement sociologiques sur le RN, redonnant toute son épaisseur sociale au phénomène lepéniste. ..

Estelle Delaine,
Maîtresse de conférences en sciences politiques, Université Rennes 2

Félien Fauray,
Postdoctorant, CESDIP, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) – Université Paris-Saclay

Guillaume Letourneur,
Docteur en science politique, CNRS, membre du CESSP, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Safia Dahani,
Post-doctorante en sociologie, EHESS, CESSP, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

DE 2002 À 2022, COMPRENDRE la présence croissante de l'extrême droite AUX SCRUTINS PRÉSIDENTIELS

Pour la troisième fois en 20 ans, le second tour de la présidentielle a opposé un candidat d'extrême droite à un candidat de droite ou de centre, la gauche étant exclue du tour décisif.

Article publié le 25 avril 2022 dans « *The conversation* ».

L'entre deux tours avait connu une très forte mobilisation citoyenne, avec de nombreuses manifestations pour s'opposer à l'extrême droite : le 1er mai, environ 1,5 million de personnes manifestèrent dans les rues des principales villes.

Si le premier tour avait très peu mobilisé les électeurs (28,4 % d'abstention), le second fut très différent : la participation augmentait de 8,1 points. Avant le premier tour, les deux têtes de l'exécutif, Jacques Chirac, président, et Lionel Jospin, premier ministre socialiste, ayant gouverné le pays pendant cinq ans de cohabitation, étaient considérés comme déjà quasiment qualifiés pour la bataille finale, ce qui n'incitait pas à aller voter. Avec l'éviction de Lionel Jospin de la compétition finale et la présence du leader du Front national, les abstentionnistes du premier tour, ayant souvent mauvaise conscience, se mobilisèrent fortement pour faire barrage à l'extrême droite, dans une logique de « front républicain ».

Le tournant de 2017

En 2017, Marine Le Pen a remplacé son père à la tête du Front national et a commencé à essayer de présenter un programme moins extrémiste. Elle obtient 21,3 % des suffrages au premier tour (soit 3,4 points de plus que son père 15 ans auparavant) et 33,9 % au second, montrant qu'elle pouvait désormais compter sur un report de voix d'électeurs de droite et de gauche : environ 20 % de l'électorat Fillon du premier tour et 10 % des voix de la gauche radicale se seraient prononcées en sa faveur.

Emmanuel Macron, élu largement pour son premier quinquennat avec 66,1 % des exprimés, aurait obtenu le report de 79 % des suffrages de Benoît Hamon, d'environ 50 % des votes Fillon et Mélenchon. Cependant il n'y a pas eu de mobilisation anti-lepéniste comme en 2002, l'abstention progressant même de 3,2 points entre le premier et le second tour et les blancs et nuls s'envolant à 8,6 % des inscrits, un record absolu à une élection présidentielle.

C'est surtout une partie des électeurs mélenchonistes qui ont refusé de choisir entre deux candidats jugés également mauvais. En 2022, la droite radicale et identitaire

Quelles évolutions a-t-on observées entre ces trois scrutins et comment les expliquer ? Peut-on, en particulier, les interpréter en fonction de l'évolution des valeurs des Français ?

Commençons par rappeler les résultats (tableau 1). En 20 ans, l'extrême droite a

beaucoup augmenté ses scores, au point que certains sondages au soir du premier tour pronostiquaient un résultat très serré. Emmanuel Macron est finalement réélu confortablement au second tour mais moins qu'en 2017. Dans le même temps, l'abstention et les votes blancs et nuls ont nettement augmenté par rapport à 2002.

Tableau 1

Résultats du second tour des élections présidentielles de 2002, 2017 et 2022

	2002	2017	2022
Candidats de droite radicale*	17,8 %	33,9 %	41,5 %
Candidats de droite ou centriste*	82,2 %	66,1 %	58,5 %
Blancs et nuls**	4,3 %	8,6 %	6,2 %
Abstention**	20,3 %	25,4 %	28,0 %

* En pourcentage des suffrages exprimés

** En pourcentage des inscrits

Tableau des résultats, élection présidentielle 2022. © P.Bréchon, Fourni par l'auteur.

Le poids des conjonctures dans les résultats électoraux

Bien sûr, une partie de ces évolutions peut s'expliquer par la conjoncture de chaque scrutin. En 2002, la droite radicale avait obtenu 19,2 % des exprimés au premier tour (16,9 % pour Jean-Marie Le Pen et 2,3 % pour le dissident Bruno Mégret).

Jean-Marie Le Pen ne retrouvait même pas au tour décisif l'ensemble des voix de sa famille politique. Autrement dit, il n'avait aucune dynamique d'élargissement de son électorat à d'autres forces politiques qui, toutes, lui préférèrent très largement Jacques Chirac, élu avec un score impressionnant (82,2 %), bénéficiant d'une très grande partie des voix de gauche.

représente au premier tour près du tiers des suffrages exprimés (Le Pen, 23,1 % ; Zemmour : 7,1 % ; Dupont-Aignan : 2,1 %), en forte progression par rapport à 2017. Ce qui conduit assez naturellement au score très élevé de Marine Le Pen au second tour. Elle gagne environ 7,6 points, Emmanuel Macron en perdant autant. Il faut cependant souligner que celui-ci conserve une assise très importante pour un président sortant et que sa stratégie centriste du « en même temps » – et gauche, et centre et droite – a bien résisté au cours de ce quinquennat.

L'abstention progresse encore au second tour de 2022 (28 %), sans atteindre le record de 1969 (31,1 % d'abstentions et 6,4 % de blancs et nuls, déjà dans un duel entre centre et droite). Les reports de voix des candidats battus en faveur d'Emmanuel Macron semblent avoir été moins bons qu'en 2017. Selon l'institut Ipsos, 42 % l'auraient choisi contre 52 % en 2017, tandis que 17 % votaient Le Pen contre 7 % 5 ans avant, contrairement à la demande du leader de la France insoumise de « ne pas donner une seule voix à l'extrême droite ». L'opération de dédramatisation de la présidente du Rassemblement national semble avoir été payante même si elle a aussi plus ou moins généré la candidature dissidente d'Eric Zemmour.

L'évolution du programme électoral du Front national

L'évolution des voix de droite radicale ne s'explique pas seulement par une dédramatisation dans la forme mais aussi par l'évolution du programme du Rassemblement national. En 2002, le Front national défendait une politique économique assez libérale, notamment axée sur la défense des commerçants et des artisans, ainsi que de petites entreprises. Le Rassemblement national soutient aujourd'hui une politique plus interventionniste de l'État au service de la souveraineté nationale et a inscrit dans son programme une politique sociale favorable aux Français de catégories populaires. Cette réorientation programmatique lui acquiert une partie importante du vote des ouvriers et des employés et facilite les reports de la gauche radicale, très en colère face au libéralisme économique d'Emmanuel Macron et à son apparent mépris pour le bas de l'échelle sociale. Mais les programmes n'expliquent pas complètement les choix électoraux. Les personnalités des candidats jouent aussi, notamment leur image plus ou moins sympathique et leur « présidentialité »,



c'est-à-dire leur capacité à remplir la fonction présidentielle, notamment à l'international. La présidentialité du président sortant est évidemment bien plus forte que celle de son adversaire. Marine Le Pen peut avantageusement se présenter en candidate du peuple et du bon sens mais elle ne convainc pas vraiment sur sa présidentialité face à un Macron assez dominant, notamment dans le débat du second tour.

Des choix électoraux qui traduisent – en partie – un système de valeurs

Il faut enfin souligner que l'appréciation des électeurs sur le programme des candidats est très liée à leur système de valeurs. De ce point de vue, l'évolution électorale traduit de nombreux phénomènes. La confortable réélection du président doit beaucoup à l'attachement d'une part importante des Français à des valeurs libérales, aussi bien au plan économique (ouverture à l'économie de marché et à la mondialisation) qu'à celui des libertés pour pouvoir librement choisir ses modes de vie. Elle s'explique aussi par une ouverture sur l'Europe et un certain optimisme sur les possibilités d'améliorer la société. En 1990, 60 % des Français étaient favorables à la concurrence économique selon l'enquête sur les valeurs des Français et des Européens et c'est encore le cas de 50 % d'entre eux. Le libéralisme des mœurs est en forte progression, ce qui explique le soutien des électeurs aux réformes sur le mariage pour tous ou le souhait de libéraliser l'euthanasie.

Au contraire, la droite radicale est favorable à la préférence nationale, elle craint la présence immigrée en France, elle privilégie un entre-soi autour d'une vision traditionnelle

de la francité et un hypernationalisme, elle manifeste un pessimisme fort à l'égard de la classe politique. Elle défend une société d'ordre, avec un leader pour le faire respecter, une société où les individus accomplissent leurs devoirs au lieu de toujours revendiquer leurs droits. Ces orientations ne sont pas majoritaires dans le pays, les jeunes générations et les catégories favorisées y sont les plus réticentes mais il y a bien eu une certaine progression de ces valeurs depuis 20 ans, probablement en lien avec les discours alarmistes de droite et d'extrême droite sur l'immigration et l'insécurité, avec la montée de la petite délinquance et du terrorisme.

Dans le même temps, la gauche, électoralement affaiblie, est aujourd'hui clairement dominée par une vision radicale portée par Jean-Luc Mélenchon alors que son orientation modérée, incarnée par le PS, s'est effondrée au profit du camp macronien. Elle est portée par des valeurs de justice sociale, de lutte contre les inégalités, de fraternité qui restent très fortes dans la société française mais n'arrivent pas à déterminer le choix électoral d'autant d'électeurs que par le passé : le total des voix de gauche au premier tour est passé de 42,9 % en 2002 à 31,9 % en 2022. Quant à la montée de l'abstention et des bulletins blancs au second tour, elle est non seulement explicable par une banalisation du vote d'extrême droite et une exaspération de certains électeurs à l'égard du président sortant, elle tient aussi à des orientations de valeurs moins conformistes qu'autrefois.

On est devenu plus critique et suspicieux à l'égard de toutes les autorités, qu'il s'agisse des médecins, des enseignants ou des hommes politiques. On se reporte donc plus difficilement sur un candidat de second tour jugé le moins mauvais, on hésite beaucoup à donner sa voix à celui qui n'était pas son candidat préféré. Il y a là un trait de valeurs spécialement développé en France par rapport à d'autres pays, notamment du nord de l'Europe, où on accepte davantage de gouverner durablement ensemble sans être d'accord sur tout. On a de la difficulté à accepter de faire des compromis, de se rallier au merle à défaut d'avoir pu faire élire la grive. ::

Pierre Bréchon,
*Professeur émérite de science politique,
Sciences Po Grenoble, Auteurs historiques
The Conversation France*

ET EN EUROPE ?

D'élections en élections, c'est devenu une évidence : depuis plus de 20 ans, l'extrême droite gangrène progressivement toute l'Europe.

Le tableau ci-contre donne l'ampleur du phénomène. Il synthétise, pour chaque pays, les dernières élections de portée nationale et il additionne les différents partis qu'on peut classer d'extrême droite.

C'est d'ailleurs à l'échelle européenne qu'on peut mesurer la complexité de ce concept d'extrême droite. Les ingrédients communs, mais à des doses variées et sous des formes diverses, sont très sommairement :

- **Le culte d'un État fort** qui piétine méthodiquement l'État démocratique, ses structures et les libertés civiques. On parle souvent d'États autoritaires, de populisme ou d'illibéralisme.
- **Le culte de l'identité nationale et la haine de l'étranger**, principalement incarné par l'immigration, thème obsessionnel. L'Europe est ciblée comme un danger pour la nation.
- **Le conservatisme**, la nostalgie d'un passé mythique, la réaction sociétale et idéologique, dans le domaine des mœurs, de l'histoire, des rapports sociaux.

Mais justement, cette référence à l'histoire et la culture nationales fait que ce socle commun s'incarne dans des mouvements profondément différents, voire hostiles les uns aux autres. C'est ainsi qu'au niveau européen, ils ne forment pas moins de trois groupes parlementaires (et dans chaque pays, ils sont élus sur des listes opposées) :

Les **Patriotes pour l'Europe** comptent 85 députés, principalement du RN, du **Fidesz** hongrois, de Vox (Espagne), du **PVV** hollandais et de la **Liga** (Salvini). Bardella préside ce groupe. Les **Conservateurs et réformistes européens** (CRE) comptent 78 députés, principalement les **Fratelli d'Italia**, le **PIS** polonais, les Roumains et

même 4 exclus de Reconquête. L'**Europe des nations souveraines** compte 25 députés, essentiellement l'**AFD** allemande. Et une Française : Sarah Knafo !

Au fil des élections, l'extrême droite accède de plus en plus régulièrement au pouvoir, quelquefois de façon intermittente. C'est là une différence avec le fascisme, qui lui s'y maintient toujours par la violence armée. C'est à ce titre qu'on les appelle « illibéraux » plutôt que dictatoriaux.

Victor Orban dirige la Hongrie depuis 2010 (après un premier mandat de 1998 à 2002). Il affiche ouvertement son mépris de la vie démocratique et de l'Europe, comme sa proximité avec Trump et Poutine. Depuis 2022, Giorgia Meloni dirige l'Italie. Son parti, Fratelli d'Italia, est issu de la mouvance postfasciste mais elle a

abandonné son rejet de l'Europe et son action réelle s'apparente plutôt à celle d'un gouvernement de droite réactionnaire. Le PiS a appliqué sa politique réactionnaire et autoritaire en Pologne de 2015 à 2023. Si Donald Tusk a réussi à les écarter en 2023, un président d'extrême droite vient quand même d'être élu en 2025.

D'autres partis d'extrême droite participent aussi à des coalitions gouvernementales en Finlande, en Slovaquie, au pays Bas (jusqu'à récemment). C'est d'ailleurs cette forme d'accès au pouvoir qui pourrait bien être envisagée en France ou en Allemagne, où des porosités apparaissent de plus en plus clairement entre le RN et Les Républicains, entre l'AfD et la CDU. Cette porosité se manifeste également au niveau de la Commission Européenne et du Parlement.

On ne pourra pas comprendre l'extrême droite en France sans étudier la poussée, la nature et l'évolution de ce vaste mouvement réactionnaire qui grignote, non seulement l'Europe, mais le monde, dans d'anciennes démocraties qu'on croyait acquises, comme aux USA ou en Amérique du sud. ::

Jean-François Quantin
Membre du Bureau national



RÉSULTATS DES SCORES DE L'EXTRÊME DROITE AUX ÉLECTIONS NATIONALES POUR CHAQUE PAYS AU SEIN DE L'U.E.

Hongrie	60 %	Portugal	22,6 %
Pologne	42,6 %	Allemagne	20,8 %
République Tchèque	41,3 %	Suède	20,2 %
Italie	36,8 %	Finlande	20,0 %
Slovaquie	34,8 %	Estonie	16,1 %
France	33,3 %	Grèce	12,8 %
Roumanie	31,9 %	Espagne	12,4 %
Belgique	30,5 %	Danemark	11,8 %
Autriche	28,8 %	Croatie	9,6 %
Pays-Bas	27,9 %	Luxembourg	9,3 %
Lituanie	24,9 %	Chypre	9,1 %
Bulgarie	24,8 %	Slovénie	4,4 %
Lettonie	23,9 %	Malte et Irlande	1,0%

Source : Résultats officiels compilés par Toute l'Europe.

Sont comptabilisés les résultats (supérieurs à 1 %) des partis affiliés aux groupes des Conservateurs et réformistes européens (CRE), Patriotes pour l'Europe (PFE) et Europe des Nations souveraines (ENS) au Parlement européen. Sont également recensés des partis non-inscrits, lorsque leur idéologie s'y prête.

OÙ EN EST L'EXTRÊME DROITE ?

Il y a de la friture sur la ligne ! Celle du FN devenu RN semblait bétonnée depuis un certain nombre d'années : mise en avant de la démagogie sociale pour conquérir ou conserver les fractions populaires de l'électorat du parti (présentes notamment dans le Pas-de-Calais, en Picardie, en Lorraine...), racisme et xénophobie, dénonciation de la classe politique hors RN, avec des accents populistes. En plus de ça, le culte du chef ou de la cheffe.

Or, c'est là où une difficulté est apparue. Elle est de double nature. Jusqu'ici, il semblait incontestable que, quasiment par nature, le ou la véritable et vraie chef/cheffe du parti ne pouvait être que de la maison Le Pen.

Même s'il était admis qu'on pouvait faire de la place à la tête du parti pour des seconds couteaux, dans les années 1980 et 1990 à Bruno Mégret (« délégué général » et idéologue en chef du parti jusqu'à son éviction humiliante par Jean-Marie Le Pen, pendant l'hiver 1998/99), aujourd'hui à Jordan Bardella. Le vrai pouvoir ne pourra pas lui revenir. Soyons sérieux, ce n'est pas un Le Pen... ! Ainsi, il semblait entendu que, même si le jeune Bardella était formellement devenu le président du parti en novembre 2022 – puisque Marine Le Pen avait préféré le fauteuil de cheffe du groupe parlementaire –, ce n'était pas à lui de candidater, le jour venu, à l'Élysée et donc au pouvoir suprême de l'État dans le cadre de la structure républicano-monarchique de la Cinquième République. Matignon au jeunot, l'Élysée à la véritable cheffe !

Sauf que... sauf que, difficulté numéro 1, Marine Le Pen a été condamnée, entre autres sanctions pénales, à cinq années d'inéligibilité par le Tribunal judiciaire de Paris, le 31 mars 2025, dans l'affaire des (faux et fausses) assistant-e-s parlementaires du FN devenu RN au Parlement européen. Le tribunal a ordonné l'exécution provisoire de la peine d'inéligibilité. Ainsi, en l'état des choses, la cheffissime (attention aux néologismes) ne pourrait pas se présenter à la prochaine élection présidentielle. Jusque-là, ça passerait encore : certains cadres du RN ont déjà imaginé une solution, qui consisterait

à donner cette fois-ci Matignon à Le Pen, l'Élysée à Bardella, mais en remodelant les institutions pour – cette fois-ci – concentrer les pouvoirs entre les mains du Premier ou de la Première ministre. (Passons sur le détail que ça nécessiterait une modification de la Constitution, donc une majorité des trois cinquièmes du Congrès réuni à Versailles.)

C'est là qu'apparaît la difficulté numéro 2. Choisi par les lepénistes fidèles pour être plus ou moins un homme de paille, le jeune Bardella fait preuve de quelques velléités d'autonomie. Il commencerait même à se préparer très sérieusement à la fonction présidentielle, en tout cas au scrutin venir. La trêve à l'intérieur du parti semble, du coup, devenue fragile. Lueur d'espoir pour Marine Le Pen, dans ces ténèbres : l'appareil judiciaire lui a annoncé que la Cour d'appel statuera sur son cas dès l'été 2026, et non à trop grande proximité, voire après le prochain scrutin présidentiel. Elle saura ainsi à temps si elle sera éligible ou non.

L'affaire n'est pas qu'anecdotique, parce que, si les choses bougent (en partie à l'abri des regards de l'opinion publique) à l'intérieur du RN, cela aura aussi des répercussions sur son positionnement. Que l'on soit rassuré/e : pas en matière de racisme et de xénophobie, qui continue à constituer le ciment de toutes les chapelles à l'intérieur du parti. Celui-ci, fidèle à lui-même, propose ainsi comme pistes d'économies pour le budget de l'État, alors que ce sujet commence à tendre le pays suite aux annonces de François Bayrou du 15

juillet 2025 : premièrement, deuxièmement, troisièmement la réduction de l'immigration. Avec tout ce qui va prétendument avec, l'Aide Médicale d'État, la prétendument gigantesque « fraude sociale » (que le RN attribue bien évidemment d'abord aux personnes de nationalité étrangère), ça rapporterait des dizaines et des dizaines de milliards d'euros d'argent miraculeux. Ha, la recette magique ne fonctionnerait pas, objectez-vous ? Ne le dites pas au RN, il en a fait son fonds de commerce !

Mais ailleurs, ça commence à tanguer sans en donner l'air. Sous Marine Le Pen, mais même avant, les partisans de Bruno Mégret avait mis en place une stratégie nationale-sociale dès le milieu des années 1990, démarquant le FN de la droite libérale en vue de draguer un électorat populaire qu'ils croyaient « orphelin du communisme », soi-disant mort en 1989 à Berlin ou en 1991 à Moscou. C'était : cap sur la démagogie sociale ! Or, voilà comment des milliards bienveillants (à

l'égard de l'extrême droite, pas de l'humanité, s'entend) se mettent à embobiner le RN, tout en demandant que sa ligne soit corrigée au profit d'un profil plus libéral en matière économique. Vincent Bolloré et le désormais très notoire Pierre-Edouard Stérin – oui, l'homme qui finance des écoles privées à tout-va – savent de quoi ils retournent. Voilà qu'ils poussent le jeune Bardella,

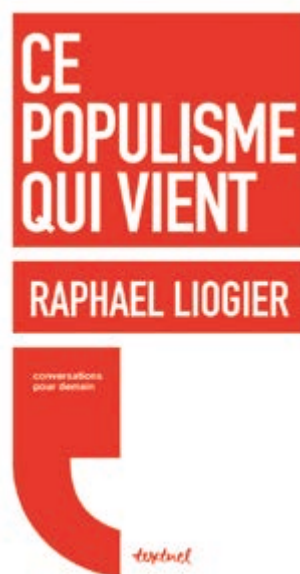
que les médias bolloriens et les réseaux stérinistes ont pu accueillir à leur « Sommet des Libertés », le 24 juin 2025 à Paris, aux côtés de certains membres des LR ou encore de la mouvance zemmouriste ainsi que des thatcheristes des « Contribuables associés ». Et voilà que, sans crier gare, un institut dont Stérin est le propriétaire avait fait réaliser, début mai 2025, un sondage sur les chances du RN à l'élection présidentielle en testant une candidature Bardella... tout en oubliant totalement, zut alors !, celle toujours possible de Marine Le Pen... Ambiance promise !

Le résultat pourrait être un RN un plus trumpiste ou trumpsisée. A voir quelles influences ça produirait sur la frange la plus populaire de son électorat. ■■

Bernard Schmid



ENTRETIEN AVEC Raphaël Liogier



Dès 2013, vous avez publié un ouvrage intitulé « Ce populisme qui vient ». Qu'avez-vous à ajouter, à préciser aujourd'hui ?

Lorsque l'extrême-droite était l'extrême-droite, on savait où elle était dans la géographie politique. La question du populisme, c'est lorsque l'extrême-droite n'a plus l'air d'être l'extrême-droite, c'est là où c'est le plus dangereux justement.

C'est la transformation qui a eu lieu entre le FN qui était un vrai parti d'extrême-droite qu'on pouvait situer et combattre précisément sur ce créneau, et le RN qui est devenu populiste, et non plus d'extrême-droite au sens classique.

Quand on est d'extrême-droite, on a une trop petite marge électorale. C'est ce qu'a compris Hitler après ses échecs. Il est devenu le Parti national-socialiste des travailleurs allemands, un parti populiste. Il a dit qu'il défendait tout le peuple allemand. Il s'est fondé sur l'identité meurtrie du peuple allemand tout entier, encerclé... Il a pu ainsi toucher au-delà de l'extrême-droite proprement dite, des

travailleurs, des petits bourgeois, des gens modérés, qui étaient dans cette même angoisse identitaire.

Car le fonds d'idées du populisme, c'est une obsession identitaire. Une identité qui peut et doit être défendue contre une multitude d'attaques/prétextes : ce sera la défense de la « race », de la culture, de la religion, de la nation...

Des entités qui seraient toutes menacées dans leur pureté. L'avantage, c'est que ça élargit le champ des menaces et donc des publics qui se sentent concernés. Et vous pouvez dire n'importe quoi. La religion par exemple n'est plus une croyance ; c'est une identité à défendre... contre les musulmans. Charles Maurras disait déjà qu'il n'était pas nécessaire de croire en Dieu pour « être » catholique !

Vous parlez de « populisme liquide ». Dites-nous ce que vous entendez par là ?

J'emploie ce terme pour le distinguer du populisme des années trente. Il était idéologique, très structuré, on savait contre qui il fallait se battre. Le nouveau populisme

au contraire n'est pas « solide ». Il est seulement fondé sur l'angoisse de l'encerclement. Du LGBT au musulman en passant par l'islamo-gauchiste, l'ennemi est non seulement divers, mais même mouvant. Un exemple : des musulmans réactionnaires ont pu se retrouver avec les catholiques dans les manifs contre le « mariage pour tous ». Le « lendemain », ces catholiques qui les avaient acceptés sont redevenus farouchement islamophobes.

Deuxième raison : grâce aux réseaux sociaux, il circule très rapidement et avec une grande intensité. Si vite qu'il est difficile de lutter contre. Exemple avec le populisme à la Trump : quand il sort une énormité sur son réseau, le temps qu'on lui réponde, il est déjà passé à autre chose et le mal est fait.

Troisième raison : il ne renverse pas les institutions, il les utilise, les déforme, les rouille. On le voit par exemple avec la laïcité qu'il utilise après avoir transformé son sens, sa lecture.

Restons sur la laïcité, puisque vous en parlez. Que dire de son instrumentalisation, qui n'est d'ailleurs pas du seul fait du RN ?

Quand il y a cette « angoisse de l'encerclement » dont je parlais, on utilise ce que l'on appelle en sociologie les « valeurs centrales de cohésion ».

En France, la laïcité est une valeur centrale. La laïcité, c'est la France.

On va l'utiliser en la renversant. La laïcité qui est une valeur d'intégration, de liberté, va être utilisée en sens inverse. Elle servira juste à dire que ceux qui sont en face sont une menace. Elle est devenue une arme de combat.

Avant que le FN devienne RN, Jean Marie Le Pen, antisémite et anti-laïque, parlait de la laïcité comme du fruit d'un complot judéo-maçonnique. Aujourd'hui, sa fille l'utilise comme un patrimoine à défendre... en se moquant de son contenu.

En Norvège, ils ont fait la même chose avec la valeur de progrès, une valeur à laquelle le peuple adhère. Le Parti du Progrès, le parti le plus réactionnaire, a accaparé cette valeur dans son appellation, et renversé.

ENTRETIEN AVEC Raphaël Liogier

Suite et fin de la page 17



Venons-en au racisme, cette autre arme, que le RN utilise toujours, essentiellement sous sa forme islamophobe, mais pas que. Que voulez-vous en dire ?

La source psychanalytique du racisme, c'est le sentiment d'impuissance. C'est pour ça qu'il a une dimension sexuelle très forte. Les « blagues » sur la taille du pénis des noirs en témoignent, révèlent ce sentiment d'impuissance. L'Europe et la France en particulier sont blessées narcissiquement pour parler comme Freud- par la perte de leur empire colonial.

De cette impuissance, naît le sentiment que les minorités sont plus fortes que nous, qu'elles nous agressent. Nous ne ferions que réagir par une sorte d'autodéfense, qui nous autoriserait même à transgresser nos propres institutions, nos propres principes de liberté.

Vous abordez toutes ces questions sous le seul axe psychique, même psychanalytique. C'est un reproche que certains vont vous faire. Et le capitalisme, l'économie ? Que leur répondez vous ?

Non, je parle aussi de cet aspect dans « Khaos », une trilogie dont le premier volume est déjà sorti. Mais si j'appuie sur

le volet psychique, c'est que je pense qu'à la base de la base, il y a une sorte de pathologie qui conduit à ce déploiement extraordinaire du capitalisme, qui en arrive à être autodestructeur. Le capitalisme est lié au désir de dominer. Pour l'anthropologue Marshall Sahlins, le capitalisme commence par la capitalisation du corps des femmes.

Après ces analyses, se pose bien sûr la question de comment lutter contre cette extrême-droite ou ce populisme, peu importe l'appellation ? Vous proposez peu de solutions, vous semblez assez pessimiste.

Je constate surtout la profondeur du problème et nous devons en avoir conscience. Si c'était seulement un problème économique, ce serait plus facile.

Avec certaines personnes de mon entourage, même très proches, je ne peux plus parler de tous ces problèmes, racisme, immigration. Elles ont leurs certitudes et ne veulent pas en démordre, ne veulent même pas écouter. Plus on donne des raisons rationnelles, plus ces personnes nous en veulent en quelque sorte, tellement elles sont attachées à leurs certitudes, tellement elles leur sont nécessaires.

Alors ? On abandonne ?

Non, évidemment... Mais en tout cas, impossible de soigner la frustration par la violence, par l'affrontement direct.

Je serais pour un travail d'éducation, ce que vous faites d'ailleurs au Mrap avec vos expositions, vos débats, échanges au quotidien dans la proximité. L'utilisation de la culture, une vraie culture populaire, serait aussi une arme. L'humour

également, on voit le succès de tous ces nouveaux humoristes qui apparaissent sur les réseaux.

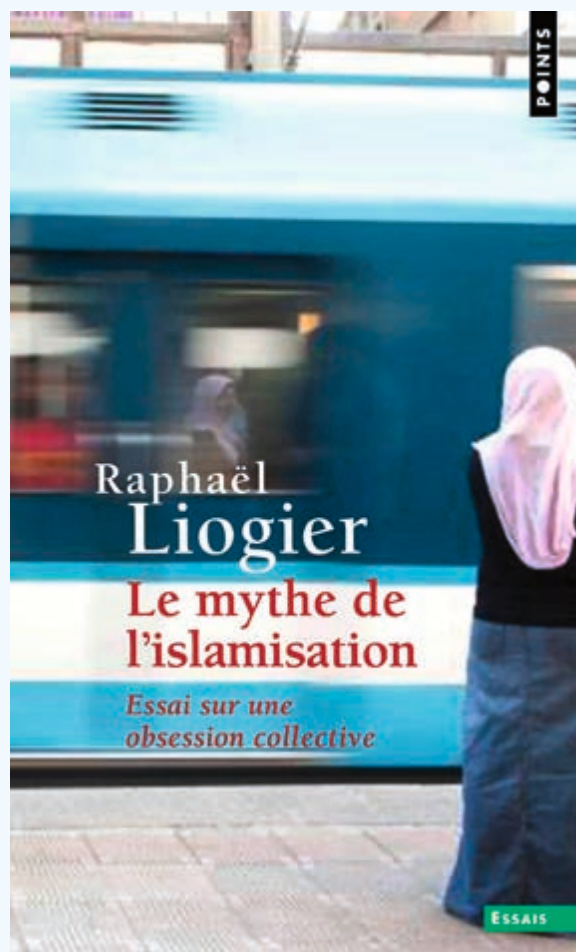
Je crois en l'action d'associations, de petits groupes qui élargissent le périmètre, progressivement, par capillarité, dans un climat d'amitié, de confiance. C'est moins visible que de grosses manifestations, mais peut-être plus efficace.

Je vous remercie, et je suis persuadé que votre regard et vos prises de position vont être l'occasion de fructueux échanges. ::

Interview réalisée par
Jacques Vénuleth

Raphaël Liogier est professeur des universités à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence. Il a dirigé l'Observatoire du religieux de 2006 à 2014.

Outre « Ce populisme qui vient » et « Khaos » dont nous parlons ici, il est l'auteur du « Mythe de l'islamisation ».



LE MRAP 89 :

Un jeune comité qui lutte au quotidien CONTRE L'EXTRÊME DROITE



Manifestation du MRAP 89 le 23 mars 2025.

Depuis quand existe le MRAP 89 ?

La première assemblée générale a eu lieu en janvier 2022. L'Yonne Républicaine avait écrit un article à cette époque qui relevait bien nos priorités : Éducation populaire, surtout en direction des écoles / Vigie pour recueillir les actes et propos racistes, y compris en ligne / Ester en justice / Contribuer au développement d'actions communes avec des organisations (collectifs, associations, syndicats, partis politiques...).

Qu'est ce qui a motivé sa mise en place ?

L'Yonne est un département rural, pauvre, avec une courbe démographique descendante et une part importante de personnes âgées. Un département traditionnellement de droite aujourd'hui investi, avec succès, par l'extrême droite: les 3 députés sont d'extrême droite et sans doute, plusieurs listes RN vont se présenter dans des villes. Classiquement les petits villages ont un fort taux de vote d'extrême droite. La lutte contre l'extrême droite et ses idées, nous a semblé donc prioritaire. D'ailleurs, le MRAP89 avait initié, dès la première année une réunion publique avec Ugo Palheta et Bernard Schmid pour lancer un collectif89 contre l'extrême droite qui rassemble des forces de notre camp. Nous avons aussi comme objectif de tenter de réagir aux propos très provocateurs d'élus du RN. L'un d'entre eux a osé affirmer, en séance à l'assemblée nationale, que son parti est celui qui combat le mieux le racisme!

Qui sont les adhérent.es, comment fonctionnez vous ?

Nous avons commencé à 13 adhérent.es. Essentiellement des soutiens engagés auprès des migrant.es, mais aussi des syndicalistes retraité.es, artistes, libraires...

Aujourd'hui nous atteignons environ 28 adhérent.es. Ce sont des gens qui ont décidé de nous rejoindre en nous entendant, lors de manifestations publiques.

Le fonctionnement est compliqué car nous recouvrons un territoire important, sans maillage de transports publics. Les déplacements en voiture sont nombreux, bien que nous privilégions le covoiturage ou la visio pour les réunions.

Comment avez vous procédé pour démarrer vos activités ?

Il y a très peu de points d'appui institutionnels. Il nous a donc fallu frapper aux portes des théâtres, écoles...

Nous avons assez rapidement rencontré une troupe de théâtre avec qui nous travaillons dans les établissements scolaires. Nous avons choisi de nous spécialiser pour les classes de 5^{ème}. Des collègues nous demandent d'intervenir systématiquement chaque année. Nous avons noté une différence importante entre collègues « ruraux » et collègues des « ZEP ». Des collègien.nes évoquent leurs propres traumatismes, y compris en affirmant qu'ils, elles ne seront pas racistes, comme leur famille.

Réunion publique avec Ugo Palheta et Bernard Schmid



Nous réagissons aux propos et actes racistes par des signalements au procureur et PHAROS. Mais nous avons du mal à évaluer la suite donnée par le ministère de l'intérieur. La presse locale se fait l'écho de nos démarches juridiques et ne se prive pas de nous interviewer. Ces démarches sont saluées par nombre de personnes qui espèrent que la justice est un moyen efficace pour « freiner » les propos racistes et xénophobes.

Avez-vous de nouveaux objectifs ?

Nous organisons parfois des projections de films et débats. Comme nous sommes maintenant davantage connus sur le territoire, nous sommes invités à un certain nombre d'événements : gay pride, festivals de musique.

Nous nous sommes, également rapprochés de deux municipalités, avec qui nous allons travailler : interventions en lycées, collèges, centres sociaux avec le cinéma... Un maillage qui nous plaît. Ces deux démarches correspondent bien à notre souci « d'aller vers ».

Pour l'instant, nous avons encore du mal à convaincre nos organisations partenaires de se mobiliser avec nous, pour aller sur les marchés, dans les manifestations populaires avec un texte commun. C'est pourtant un travail classique de militantisme que le RN investit pleinement. Leurs élu.es sont omniprésents dans leurs circonscriptions. Ils ont acquis, de cette manière, un énorme capital de sympathie. Cet handicap n'est pas insurmontable. Nous gardons espoir d'y parvenir. ::

Interview d'Agnès Cluzel,
Fondatrice du Mrap 89

LE MRAP 89 : UN JEUNE COMITÉ qui lutte au quotidien contre l'extrême droite

Suite et fin de la page 17

Le MRAP89 a engagé plusieurs procédures pour dénoncer les propos, surtout en ligne, d'élu.es ou militant.es du RN ; C'est ainsi qu'un procès est engagé contre Mr Grenon Daniel, député « brebis galeuse » aujourd'hui exclu du RN. Un signalement concernant des posts Facebook particulièrement islamophobes de Mr Rosalie, maire de Piffonds. Mr Rosalie a « rendu » sa carte au RN. Tous deux étaient des proches de Mr Julien Odoul. Mr Odoul Julien est poursuivi pour provocation à la haine au sein du conseil régional. Des signalements PHAROS concernant des reprises de posts islamophobes par une élue d'opposition RN de Sens, Mme Bouvier Karine Desnos, concernant un militant RN pour « interdit aux noirs et aux arabes » sur la présentation de sa page Facebook. Cette activité est bien reprise par la presse. En outre, depuis ce travail de vigilance, on peut noter que la communication du RN dans le département a changé : les contenus ne relèvent plus de poursuites. C'est une victoire contre la banalisation d'attaques racistes, et en particulier islamophobes.

DES LIVRES SUR L'EXTRÊME DROITE

COMMENT LE FASCISME gagne la France

Dans son ouvrage « *Comment le fascisme gagne la France* » (La Découverte, mai 2025, 390 pages), sous-titré « *de Macron à Le Pen* », Hugo Palheta refond son ouvrage publié en 2018 « *La possibilité du fascisme, France, la trajectoire du désastre* ».

Un tel projet nécessite de repréciser ce qui relève du « fascisme », de la « fascisation », du « néofascisme ». Le fascisme est « *un mouvement de masse qui prétend oeuvrer à la régénération d'une « communauté imaginaire » considérée comme organique (nation, race et/ou civilisation) [...] régénération qui doit passer par la purification ethno-raciale, par l'anéantissement de toute forme de conflit social et de toute contestation* ».

La mise en oeuvre d'un tel projet passerait par une « crise d'hégémonie » (au sens de Gramsci) de la bourgeoisie. Nous n'en sommes pas encore là. C'est pourquoi l'auteur parle de « processus de fascisation » et du RN comme « néo-fasciste ». Il souligne que les concepts de « populisme » ou de « national-populisme » brouillent la compréhension de ce que sont réellement les organisations d'extrême droite et leur projet politique en masquant la continuité

avec la matrice originelle du fascisme et risquent ainsi d'affaiblir le combat contre leur triple offensive néolibérale, autoritaire et raciste. En France, l'accumulation de contre-réformes néolibérales autoritaires entraîne l'approfondissement des inégalités et donc la colère populaire à laquelle la classe dirigeante, de Chirac à Macron, répond par la répression. Mais la faiblesse des « forces révolutionnaires » ne rend pas nécessaire le recours au fascisme.

Ugo Palheta examine alors la crise du capitalisme français déclinant dans la mondialisation néo-libérale et les reconfigurations de son champ politique en trois blocs : néolibéral-autoritaire avec la macronie, national-autoritaire dominé par le RN et un bloc de gauche dont l'unité est menacée en permanence.

L'état néo-libéral – même autoritaire - n'est pas le fascisme et la dictature n'est pas toujours la meilleure solution pour la classe dominante. La stigmatisation, l'essentialisation et l'infériorisation des groupes minoritaires, caractéristiques du racisme systémique sont en cours. Ils sont inscrits dans les politiques de l'État notamment dans la montée de l'islamophobie.

L'ascension du FN puis du RN ne se comprend pas si on ne place pas le racisme sous toutes ses formes et la xénophobie au centre de leur projet. Ce qui unifie l'électorat d'extrême droite c'est son niveau d'hostilité exceptionnel à l'égard des immigrés, des musulmans, des juifs, des Roms et l'assimilation de l'immigration à

l'insécurité, au « terrorisme », à la menace pour « l'identité française ». Il rappelle, analyse de la CNCDH à l'appui, que l'antisémitisme des sympathisants du RN se situe à un niveau bien supérieur à celui du reste de la population. Et la direction du RN n'a abandonné son antisémitisme déclaré que par pur opportunisme. Malgré ses dénégations, son discours politique demeure lié au fascisme historique lorsqu'elle déclare n'être « ni de droite, ni de gauche »

ou vouloir « un état libre pour un marché libre » ou mettre la « préférence nationale » au centre de sa politique.

Il existe des voies pour s'opposer au RN à condition d'éviter les attitudes opportunistes et sectaires (à gauche). L'ancrage militant du RN est faible. Ugo Palheta invite à « bloquer » la

création d'organisations d'extrême droite, à lui refuser la parole, à la dénoncer pour ce qu'elle est : une menace pour tous les opprimés. La bataille est politique et culturelle pour démonter les mensonges du « RN représentant du peuple », construire un front le ciblant et dénoncer toutes les politiques qui favorisent sa progression. Le combat contre l'extrême droite est en effet à articuler à l'opposition au néo-libéralisme et au durcissement autoritaire de l'État, à la lutte contre la xénophobie et le racisme.

C'est à ce prix que nous sauvegarderons notre commune humanité ; la dynamique mortelle de la fascisation n'est nullement irréversible.. ::

Augustin Grosdoy



DES LIVRES SUR L'EXTRÊME DROITE

DANS LES ÂMES ET LES URNES

Dix ans à la rencontre de la France qui vote RN.

Le premier reportage photographique de Vincent Jarousseau « L'illusion nationale » est paru en février 2017, un « documentaire historique dans lequel rien n'est inventé et où tout est vrai » selon les auteurs. Elle et il tentaient de comprendre l'élection de maires FN dans les trois villes de Beaucaire (30), Hénin-Baumont (62) et Hayange (57).

Il leur fallait rencontrer, connaître et échanger longuement avec les électeurs et électrices afin de comprendre ce qu'ils vivaient et ce qui avait motivé leurs votes. Elles et ils ont été photographiés dans leur vie quotidienne et les propos rapportés ont tous été prononcés.

Le travail s'est poursuivi à Denain (59) dans la circonscription de Sébastien Chenu. « *Les racines de la colère* » est publié mars 2019. Après la COVID, le nouvel ouvrage « *Les femmes du lien* » nous dévoilera la « *vraie vie des travailleuses essentielles* ».

L'ouvrage « *Dans les âmes et les urnes* » se présente comme le récit de ces dix années au cours desquelles Vincent Jarousseau a pris le temps de rencontrer, d'écouter et de photographier ces membres des classes populaires laborieuses et oubliées. Un récit situé dans le contexte des consultations électorales et des mouvements sociaux.

Les territoires où vivent celles et ceux qu'il a rencontrés sont fortement marqués par les délocalisations et la désindustrialisation. Il en découle des taux de chômage et de pauvreté élevés. Ils ont aussi leurs particularités. À Beaucaire, les travaux agricoles non délocalisables sont accomplis par des travailleuses et des travailleurs faiblement rémunérés. Il s'agit d'une population sud-américaine, immigrée en Espagne puis détachée par des entreprises espagnoles.

À Hayange (Moselle), le travail transfrontalier divise la population entre ceux qui se déplacent et profitent du haut niveau des salaires luxembourgeois et ceux qui, faute de pouvoir se déplacer, passent leurs journées dans des lieux vidés par ces déplacements pendulaires. Le territoire ne profite pas des revenus des transfrontaliers, qui font leurs achats en dehors.

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, on retrouve cette dynamique de la désindustrialisation et les destins différents de celles et ceux qui peuvent se déplacer et des autres. Celles et ceux qui travaillent sont contraints à de longs déplacements, coûteux lorsqu'ils sont effectués en voiture, chronophages, fatigants en transport en commun.

Un fort ressentiment s'est installé, nourri par la faible rémunération du travail,

particulièrement celui du travail féminin, quand bien même il a pu être qualifié d'« essentiel ». Les propos du FN puis RN résonnent alors fortement « *nous, on travaille et on vit mal* » et « *les autres, les cassos, les immigrés ne travaillent pas et on leur donne tout* ».

Ils redoutent toute augmentation des prélèvements qui, même s'ils devaient financer de nouvelles prestations, est vue comme les privant d'une part de leur revenu, pourtant insuffisant, au profit des autres. L'opposition entre « nous » et « eux », entre les Français et les immigrés est très présente dans les propos de ceux qui affichent leur vote RN, mettant en évidence la perte du sentiment de participer à un projet commun.

Le rôle des médias (CNews, C8, l'émission TPMP...) et des réseaux sociaux (Bardella sur TikTok) est d'autant plus opérant que l'isolement des uns ou la conviction partagée entre collègues ou voisins ne permet aucune distanciation, aucune critique. Ces propos différents plaisent car ils matérialisent aussi une opposition à ce que l'on déteste, le gouvernement et le président Macron. Dans ce contexte, Marine Le Pen apparaît comme l'opposante à ces politiques qui les méprisent.

L'histoire du parti, les condamnations de Jean Marie Le Pen, tout cela est balayé par l'affirmation que Marine serait différente de son père. La dédramatisation a bien opéré pour la conquête de ces électeurs des milieux paupérisés.

L'auteur s'était proposé de « *relier les votes et les vies* ». Ce vote pour le RN met en évidence des fractures sociales profondes, sur le travail notamment. Ces électeurs qui cherchent une protection contre l'immigration qu'ils identifient comme une menace sur leur mode de vie se méfient profondément des politiques. Cette adhésion au RN, facilitée par l'absence des autres partis, consolidée dans certains territoires, est aussi, de ce fait, assez fragile.

Tous les ouvrages mentionnés ont été publiés par les éditions *Les Arènes*. ■■

Anne Feray,
coprésidente



DES LIVRES SUR L'EXTRÊME DROITE

L'EXTRÊME DROITE
EN FRANCE

Deux chercheurs, Félicien Faury et Vincent Tiberj présentent l'électorat du Rassemblement national dans deux études sociologiques aux approches différentes et complémentaires.

Dans « *Des électeurs ordinaires* » (le Seuil), Félicien Faury, au travers de nombreuses interviews d'électeurs du RN de la région PACA menées entre 2016 et 2022, nous livre leurs « visions du monde ordinaires ». Il dévoile ainsi le comportement électoral de ceux qui se considèrent, comme les perdants d'une concurrence sociale accrue. Félicien Faury tente de démêler ce qui leur est commun : la question migratoire et la question raciale. Il s'intéresse à la manière dont le racisme

s'articule à des expériences de classes. Il met ainsi en évidence certains ressorts de la « normalisation » du RN, en particulier la politisation réussie d'aspirations à un ordre racial inégalitaire.

Dans « *La droitisisation française* » (PUF), Vincent Tiberj, se livre à une étude statistique

des résultats électoraux, les plus récents. Ces résultats mettraient en évidence les glissements vers une France de plus en plus conservatrice alors que les sociétés française et plus largement européenne donnent l'impression d'évoluer vers plus d'ouverture, de tolérance comme en témoigne l'In-

dice Longitudinal de Tolérance publié chaque année par la Commission Nationale Consultative des Droits de l'homme (cncdh.fr).

Vincent Tiberj souligne le hiatus existant entre la société dans son ensemble et le sous-ensemble de ceux qui votent. Il repère un double mouvement électoral : d'une part, les jeunes se détournent des urnes laissant les plus anciens y peser – à droite – de tout leur poids, d'autre part, les classes défavorisées se détournent des urnes, laissant les classes privilégiées y défendre leurs intérêts.

Assurément deux lectures pleines d'enseignements. Faut-il s'en tenir au message optimiste d'une société de plus en plus tolérante ou s'alarmer – et s'armer – du danger d'une victoire par défaut de l'extrême droite ? Le MRAP a choisi de se battre. ::

Augustin Grosdoy



ET AILLEURS...

Au début de son court pamphlet, Sylvie Laurent plante le décor de son contre-discours : non, la Californie en général, et la Silicon Valley en particulier, ne sont pas des bastions progressistes.

Dès les années Reagan, la technologie d'avant-garde est mise au service des élites, de la police et de l'armée, contre les revendications des masses populaires. Elle rappelle le lancement du Macintosh d'Apple en 1984, au moyen d'un film de Ridley Scott, qui voulait faire passer cette innovation pour une victoire contre les tristes anticipations du roman d'Orwell. Une promesse de subversion qui se conclut, relève-t-elle « *quarante ans plus tard par un roi de la Tech qui gratifie le monde de deux saluts nazis, par l'élite patronale de*

la Silicon Valley qui prête allégeance à un président d'extrême-droite aux vellétés tyranniques, et qui sont tous membres du directoire d'un système numérique de contrôle populaire généralisé. » Tout le développement de son ouvrage va être la preuve que ce « revirement » n'en est pas un, que cet événement est tout sauf une surprise. Car en 1990, « *lorsque l'Internet bouleverse la décennie suivante, la fusion entre les droites conservatrices et réactionnaires et les nouvelles technologies est déjà solidement établie.* »

Sylvie Laurent nous avait déjà alerté sur cette

non-surprise dans l'interview qu'elle nous avait donnée dans le numéro 332 de « *Différences* » consacré au racisme aux États-Unis.

Elle appuyait sur « *le rôle des nouvelles technologies, de la Silicon Valley, des gens comme Elon Musk, qui depuis très longtemps défendent les théories raciales venues de la biologie, des tests d'intelligence et de la science eugéniste. Ils pensent que certains peuples sont plus intelligents que d'autres... Les gens comme Elon Musk disent que le devoir des hommes blancs qui ont des diplômes est de faire beaucoup d'enfants pour remplacer les peuples incapables et dégénérés par des peuples supérieurs.* » L'extrême-droite n'est pas toujours là où on croit qu'elle est ! ::

Jacques Vénuleth



Le 20 mai 2025, l'Assemblée mondiale de la Santé (organe suprême de l'OMS) a adopté l'Accord mondial sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies.

Les États doivent négocier une annexe portant sur un système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages découlant de leur utilisation (Système PABS). Une fois le système adopté, l'Accord sera ouvert à ratification et entrera en vigueur dès la 60^{ème} ratification. (<https://www.who.int/fr/news/item/20-05-2025-world-health-assembly-adopts-historic-pandemic-agreement-to-make-the-world-more-equitable-and-safer-from-future-pandemics>).

Le 22 mai 2025, à l'initiative d'un groupe de 22 états, conduits par l'Algérie, l'Assemblée mondiale de la Santé a décidé d'inclure dans le Règlement sanitaire international de l'État de Palestine, qui participe ainsi de plein droit aux travaux de l'OMS en qualité d'«État observateur» (WHA78(9)).

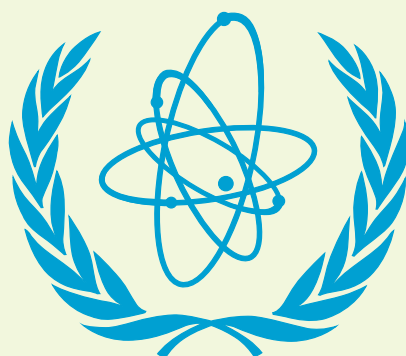
Le 4 juin 2025, pour la cinquième fois depuis le 7 octobre 2023, les États-Unis oppose leur veto à une résolution concernant Gaza au sein du Conseil de sécurité. Depuis 1972, les États-Unis ont fait usage 45 fois de leur droit de veto sur des projets de résolution portant sur la Palestine.

Le 6 juin 2025, la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail a décidé qu'il est mis fin au statut de mouvement de libération dont est dotée la Palestine et que la Palestine sera dorénavant invitée à participer aux réunions de l'OIT en qualité d'État non membre observateur (ILC113/Résolution II).

Le 10 juin 2025, dans le rapport soumis au Conseil des droits de l'homme, la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le **Territoire palestinien** occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël affirme qu'Israël a commis des crimes de guerre et le crime contre l'humanité d'extermination (A/HRC/59/26).

Le 9 juin 2025, en ouverture de la réunion du Conseil des gouverneurs de l'**Agence Internationale de l'Energie Atomique**, le Directeur général a rendu compte de ses efforts pour faciliter les négociations

bilatérales entre la République islamique d'Iran et les États-Unis d'Amérique dans le but de trouver un accord acceptable pour les deux parties qui permettrait de garantir la nature pacifique du programme nucléaire iranien.



IAEA
AGENCE
INTERNATIONALE
DE L'ÉNERGIE
ATOMIQUE

Le 12 juin, le Conseil des gouverneurs (35 États dont les 5 membres permanents du Conseil de sécurité) a adopté une résolution (GOV/2025/38) dans laquelle il regrette que l'Iran n'ait pas coopéré pleinement avec l'Agence comme l'exige son accord de garanties, estime que la situation soulève des questions qui relèvent de la compétence du Conseil de sécurité de l'ONU et souligne son appui à une solution diplomatique aux problèmes posés par le programme nucléaire iranien.

Le 13 juin, Israël - état possédant l'arme nucléaire et n'étant pas partie au Traité de Non Prolifération - entame une campagne de bombardement contre l'Iran - état qui ne possède pas l'arme nucléaire et qui a adhéré au TNP - en violation du droit

international et de l'article 2 (par. 3 et 4) de la Charte de l'ONU.

Le 16 juin 2025, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a adressé un courrier au Président du Conseil des droits de l'homme annonçant les **réductions ou reports des activités du Haut-Commissariat** mandatées par le Conseil afin de répondre à la demande du Secrétaire général de réduire de 20 % le budget pour 2026. Pour mémoire, le budget accordé par l'Assemblée générale au pilier des droits humains représente moins de 5 % du budget total de l'ONU, le reste est réparti entre les deux autres piliers : «Sécurité-maintien de la paix» et «Développement économique et social».

Le 23 juin 2025, le bureau de l'ONU à Alger révèle dans un communiqué de presse conjoint avec le HCR, l'UNICEF, l'OMS et le PAM qu'une enquête récente sur la nutrition dans les **camps de réfugiés sahraouis** à Tindouf met en lumière une détérioration alarmante de l'état nutritionnel, en particulier chez les enfants et les femmes. L'étude établit qu'un enfant sur trois souffre de retard de croissance, et que seul 25 % des ménages bénéficient d'une alimentation jugée acceptable.

Le 3 juillet 2025, la Rapporteuse spéciale sur la **situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967** a présenté devant le Conseil des droits de l'homme son dernier rapport (A/HRC/59/23), intitulé « De l'économie d'occupation à l'économie du génocide », dans lequel elle analyse le rôle des entreprises dans le maintien de l'occupation illégale israélienne et de sa campagne génocidaire en cours à Gaza. Mme Albanese expose l'intégration des économies de l'occupation coloniale et du génocide et appelle à juger la responsabilité des entreprises et de leurs dirigeants, tant au niveau national qu'international. ::

Gianfranco Fattorini
Représentant du MRAP auprès de l'ONU

EXPOSITION

« Racisme et antisémitisme en images »

Discriminations, préjugés et stéréotypes

Aux PST, aux membres
de la commission éducation
2 juillet 2025

Cher ami, chère amie,

Le siège vient d'acquérir l'exposition
« *Racisme et antisémitisme en images, discriminations, préjugés et stéréotypes* »
éditée par le groupe de recherche ACHAC
en 2024.

L'exposition se compose de 20 panneaux
de 95 x 190, que nous avons fait imprimer
sur bâche.

Les titres des panneaux sont reproduits en
annexe et les contenus sont consultables
sur le nuage grâce au lien <https://nuage.mrap.fr/index.php/s/7atwGAzNLJyKcyp>

Cette acquisition complète les outils
pédagogiques du MRAP et notamment
ceux que nous avons créés récemment
comme les deux expositions « *Pour la
création d'un musée national de l'histoire
du colonialisme* » et « *Les héroïnes des
luttres contre l'esclavage et la colonisation* ».

Ainsi, nous disposons de documents variés
pour aborder avec différents publics la
question des conséquences du passé es-
clavagiste et colonial, celles des résistances
et des luttes pour l'égalité.

L'acquisition de l'exposition a été proposée
au MRAP par ACHAC et le MRAP est engagé
auprès du groupe de recherche par une
convention. Cet engagement comporte la
présentation de l'exposition en six lieux
d'ici à la fin du premier trimestre 2026.

Les comités sont donc invités à prévoir de
telles initiatives. Comme à l'habitude la
réservation se fait par message à education@mrap.fr. Il sera demandé aux CL de
couvrir les frais d'expédition et d'assurer
le retour dans le meilleur délai.

En outre, les présentations
de l'exposition doivent res-
pecter plusieurs règles :

- fournir les photogra-
phies prises lors de
chaque présentation
de l'Exposition dans les
meilleurs délais.
- communiquer sur l'Ex-
position au même titre
que sur nos autres acti-
vités.
- mentionner le « Groupe
de recherche Achac »
dans chacune des com-
munications concernant
l'Exposition.
- faire figurer le logo du
groupe Achac ainsi que
les logos de ses soutiens
et partenaires sur tous
les supports de com-
munication concernant
l'Exposition.

Nous disposons d'affiches
élaborées par ACHAC dont
l'une est personnalisable et
des logos qui devront être
apposés sur les supports de
communication.

Il est possible à des fins de pédagogie et
de communication, de capter des images
de l'Exposition (sauf d'extraire une image
seule, pour des questions de droits) et de
diffuser ces images sur tous les supports
de communication qui lui sont propres en
respectant les conditions générales liées
à la communication énoncées ci-dessus.

Nous vous rappelons qu'une exposition
est un événement susceptible de faire



connaître le MRAP et nous vous invitons
à nous contacter pour toute mise à dispo-
sition d'expositions.

Bien cordialement. ::

Anne Féray,
co-présidente, responsable
de la commission éducation.